

EUROPE

Un ultranationaliste à la tête de la Pologne p. 11

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

L'Humanité

MARDI 3 JUIN 2025 | N° 24205 | 2,90 € | www.humanite.fr

ARCELORMITTAL L'ÂPRE BRAS DE FER

67 % des Français approuvent la nationalisation, selon un sondage Ifop pour *l'Humanité magazine*.
Plusieurs propositions de loi déposées par les partis de gauche défendent cette option. **P. 2**

MARCHE DES FIERTÉS

DÉPART :
MÉTRO
PALAIS ROYAL
MUSÉE DU LOUVRE

ARRIVÉE :
PLACE DE LA NATION

SAMEDI 13h30
28 JUIN 2025

Inter-LGBT
L'INTERASSOCIATIVE LESBIENNE, GAIE, BI ET TRANS
PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

QUEERS
DE TOUS
LES PAYS
UNISSEONS
NOUS

CONTRE
L'INTERNATIONALE
RÉACTIONNAIRE

Tola Vart

FREE PRIDE

Belgique 3 € - Martinique, Réunion, Guadeloupe 3,20 € - Maroc 3,6 MAD

M 00110 - 603 - F: 2,90 €

L'Humanité est fière d'annoncer en exclusivité la Marche des fiertés cette année. Retrouvez l'appel à ce grand événement populaire en page 24.



ÉDITORIAL

PAR STÉPHANE SAHUC

67%

Dans une enquête Ifop à paraître dans *l'Humanité magazine* du 5 juin, les Français sont interrogés sur l'opportunité des nationalisations. Parmi les questions posées, l'une concerne spécifiquement ArcelorMittal : « Vous, personnellement, seriez-vous favorable à la nationalisation des sites français d'ArcelorMittal ? » La réponse est sans équivoque : 67 % des personnes interrogées y sont favorables. Un camouflet pour Emmanuel Macron et son absence de stratégie industrielle. Le président de la République s'était en effet opposé, le 13 mai, à la proposition de Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, de reprise par l'État des hauts-fourneaux français après les annonces par le géant indien de centaines de suppressions d'emploi. La nationalisation est aussi réclamée par des partis de gauche, qui ont déposé différentes propositions de loi au Parlement, et donc par les deux tiers des Français.

Le chef de l'État, fidèle à sa pratique politique, préfère tergiverser. Il appelle de ses vœux « une solution européenne ». Il souhaite « des garanties de développement ». Bref, rien de concret.

La reprise par l'État est réclamée par la gauche et par les deux tiers des Français.

Pourtant, et peut-être encore plus que pour d'autres filières, l'État serait fondé à nationaliser l'entreprise. D'abord parce que, entre 2021 et 2024, ArcelorMittal a dégagé 32,6 milliards de dollars de bénéfices et 13,2 milliards de dollars ont été redistribués aux actionnaires. Le groupe a bénéficié par ailleurs de nombreuses aides publiques en France. En 2023, il a reçu de l'État plus de 300 millions d'euros.

Autre raison plaidant pour une nationalisation, l'enjeu stratégique de la filière. Fragiliser la production d'acier en France et en Europe, c'est mettre en péril l'ensemble de ce secteur industriel. Alors que des centaines de milliards d'euros doivent être mobilisés pour des enjeux de défense, comment justifier la non-maîtrise, la non-garantie de production, de livraison dans cette filière ? Dernier point : les enjeux liés à l'urgence de production d'acier décarboné. Un défi impliquant des investissements que Mittal reporte toujours au lendemain. La volonté politique fait défaut à Emmanuel Macron. Les Français l'ont bien compris. ■

Nationaliser ArcelorMittal, ce n'est pas si compliqué

SIDÉRURGIE Une proposition de loi récemment déposée au Sénat par les groupes de gauche et un élu LR donne les contours d'une prise de contrôle du vaisseau amiral de l'acier français par l'État. Objectif : assurer la souveraineté industrielle et la transition écologique.

La proposition de loi (PPL) est prête. Et elle n'y va pas par quatre chemins. Article 1 : « Afin de garantir la souveraineté industrielle dans le secteur sidérurgique, reconnu comme essentiel à la défense, aux infrastructures critiques et à la transition énergétique, ainsi que la protection des emplois et des compétences, les sites industriels d'ArcelorMittal situés en France, identifiés comme stratégiques pour l'industrie sidérurgique et la transition énergétique, sont nationalisés. » Déposé le 14 mai, le texte, cosigné par 52 sénateurs des groupes communistes, socialistes, écologistes et même par un élu « Les Républicains » (Alain Chatillon), n'en est qu'au premier seuil de son parcours législatif et attend d'être examiné en commission des Finances. Il n'en est pas moins le symbole d'un changement d'attitude et de dynamique politique. Lorsqu'une entreprise privée intervenant dans des secteurs stratégiques est en passe de défaillir, la puissance publique peut et doit reprendre la main. D'autres propositions de loi en préparation à l'Assemblée nationale chez les insoumis, écologistes ou socialistes le préconiseront à des degrés différents.

ArcelorMittal est pile dans la cible. Avec sa quarantaine de sites industriels et commerciaux, employant plus de 15 000 salariés, sa branche française en est à 1 100 suppressions de postes en un an, dont un « plan social » de 630 postes en cours. Or, cette filiale représente les deux tiers de la production tricolore d'acier. Voir ses trois hauts-fourneaux – les trois derniers de France – menacés d'extinction faute d'investissements donne le

vertige aux autres secteurs industriels qui dépendent de cette filière à chaud : automobile, énergie, construction, défense, numérique...

GARANTIR LA DÉCARBONATION

D'autant que la société phare du CAC 40 n'en finit pas de repousser les investissements nécessaires à la transition énergétique de ses outils de production, jusqu'à ne plus évoquer ces derniers jours que 1,2 milliard d'euros fin 2025 pour ériger un seul four électrique à Dunkerque quand, début 2024, elle promettait 1,7 milliard d'euros pour remplacer les deux hauts-fourneaux. Quant à celui de Fos-sur-Mer, c'est silence radio. Or ces deux usines dans le Nord et les Bouches-du-Rhône dégagent à elles seules 25 % des émissions de gaz à effet de serre de l'industrie française. Verdir pour maintenir leurs productions relève d'une question de souveraineté, la transition énergétique devant de surcroît se révéler gourmande en acier, selon les scénarios de l'Ademe.

La semaine dernière, le président d'ArcelorMittal France, Alain Le Grix de La Salle, s'est réfugié derrière « la désindustrialisation en France » et la chute de la demande d'acier – « moins de 4 millions de tonnes » en 2024 alors qu'elle était « de 9 millions de tonnes il y a une dizaine d'années » – pour justifier les désinvestissements en cours. Mais comment croire en la bonne foi des Mittal quand ceux-ci privilégient les investissements au Brésil (+ 33 % entre 2011 et 2024) et en Inde (+ 11 % depuis 2019) plutôt qu'en Europe (- 27 % de 2011 à 2024) ?

Comment donner quitus à une multinationale dont la distribution de dividendes



Mobilisation devant le siège du groupe, à Saint-Denis, le 13 mai.
CÉLESTINE BARBANCES

et les rachats d'actions à ses actionnaires représentent trois fois ses investissements en vue de nouvelles capacités de production ? Le groupe est pourtant sous perfusion d'argent public : 298 millions d'aides en 2023 concernant l'énergie, 4 millions pour les investissements, 10 millions pour le Fonds européen de développement régional, 40 millions de crédit d'impôt recherche, 6 millions au titre du chômage partiel longue durée, 41 millions en allégement de cotisations et 2 millions au titre de l'apprentissage. À quoi il faudrait ajouter « les plus de 5 milliards d'euros au niveau européen issus de la vente de quotas carbone en trop », que n'oublie pas une note de l'institut La Boétie dévoilée par *l'Humanité* le 28 mai.

« Le groupe met en danger toute l'industrie sidérurgique française », tranchent les élus au Sénat dans leur proposition de loi. « Face à cette situation, nous proposons, à l'image des initiatives prises en Italie et au Royaume-Uni, de nationaliser les actifs d'ArcelorMittal situés en France et de créer une société publique chargée de leurs exploitation et reconversion », avancent-ils dans l'exposé des motifs.

Cette nationalisation suivrait trois « impératifs » : la souveraineté industrielle et énergétique ; la préservation de l'emploi, des savoir-faire grâce à la modernisation des outils de production ; le contrôle du calibrage des investissements nécessaires à la décarbonation de la production d'acier. « La sécurisation de l'approvisionnement en acier décarboné permettra de stabiliser les coûts et d'éviter les interruptions de production dans ces industries clés », notent les sénateurs, soulignant ainsi le caractère « stratégique » de cette prise de contrôle.

Une « société nationale de l'acier », entreprise publique sous contrôle direct de l'État et sous supervision annuelle des parlementaires, aurait la gestion de ce nouveau

vaisseau amiral de la sidérurgie française. À charge pour elle, « la modernisation des installations pour répondre aux objectifs de décarbonation, le maintien de l'emploi et des compétences, la pérennité des sites ».

Avec une différence de taille par rapport aux nationalisations de 1945 et 1981. Son conseil d'administration ne serait plus composé exclusivement de représentants de l'État. Des personnalités qualifiées pour leurs expertises techniques, industrielles et environnementales y côtoieraient aussi des représentants des salariés dont le nombre de voix – au moins un tiers de l'instance décisionnaire – serait prépondérant.

ENTRE 1 ET 4 MILLIARDS D'EURS POUR EXPROPRIER

Reste à gérer l'expropriation des actifs (matériels et brevets) d'ArcelorMittal pour la France. Une commission indépendante « dont la composition sera précisée par décret en Conseil d'État », dixit la PPL, se chargerait de calculer le montant des indemnités à verser à la famille Mittal (45 % du capital), à tout un tas d'actionnaires « flottants » très minoritaires (45 %) et à quelques institutionnels (10 %), dont BlackRock (5 %). Le texte ne fournit aucune estimation, mais précise bien que toutes les aides publiques antérieurement perçues par ArcelorMittal seraient déduites.

Il n'en coûterait pas un pognon de dingue à l'État. Dans leur note parue le 23 mai, les Économistes atterrés Tristan Auvray et Thomas Dallery proposent plusieurs chiffres. Il faudrait débourser entre 1 et 2 milliards d'euros si l'on prenait la valeur boursière d'ArcelorMittal (20 milliards d'euros) rapportée au poids des profits (5 %) ou des actifs français (10 %). Idem sur la base des résultats à venir et

« La nationalisation des sites stratégiques n'est ni une utopie ni un retour en arrière. »

TRISTAN AUVRAY
ET THOMAS DALLERY,
ÉCONOMISTES ATERRÉS

des flux de trésorerie. Mais ce serait l'euro symbolique si l'on tablait sur les bénéfices, « étant donné les résultats négatifs des sociétés françaises utilisés pour justifier les licenciements », ironisent les économistes.

En prenant en compte les perspectives de bénéfices futurs et en comparant avec de semblables opérations de rachat, l'institut La Boétie formule, lui, une proposition d'indemnisation autour de 4 milliards d'euros. « Cela constituerait une opération relativement importante pour l'Agence des participations de l'État mais pas du tout inédite. La renationalisation complète d'EDF en 2023 a coûté 9 milliards d'euros. L'augmentation du capital de la SNCF en 2020 a coûté 4 milliards d'euros », rappelle-t-il.

Ce ne serait rien en comparaison des 3,9 milliards d'euros en perte de cotisations et en droits à indemnisation que les 15 400 salariés du groupe, mais aussi les 70 000 salariés indirects (sous-traitance, fournisseurs) et induits (commerce, services publics) feraient valoir auprès de l'assurance-chômage.

« Contrairement aux dogmes néolibéraux, la nationalisation des sites stratégiques n'est ni une utopie ni un retour en arrière, notent les économistes Tristan Auvray et Thomas Dallery. Elle s'inscrit dans une tradition de politique industrielle assumée, comme l'ont montré la renationalisation d'EDF ou l'intervention de l'État dans Alstom et les Chantiers de l'Atlantique. » Un sondage exclusif Ifop pour *l'Humanité* magazine à paraître jeudi leur donne raison : 67 % des personnes interrogées se disent favorables (45 %) ou tout à fait favorables (22 %) à la nationalisation d'ArcelorMittal. ■

STÉPHANE GUÉRARD

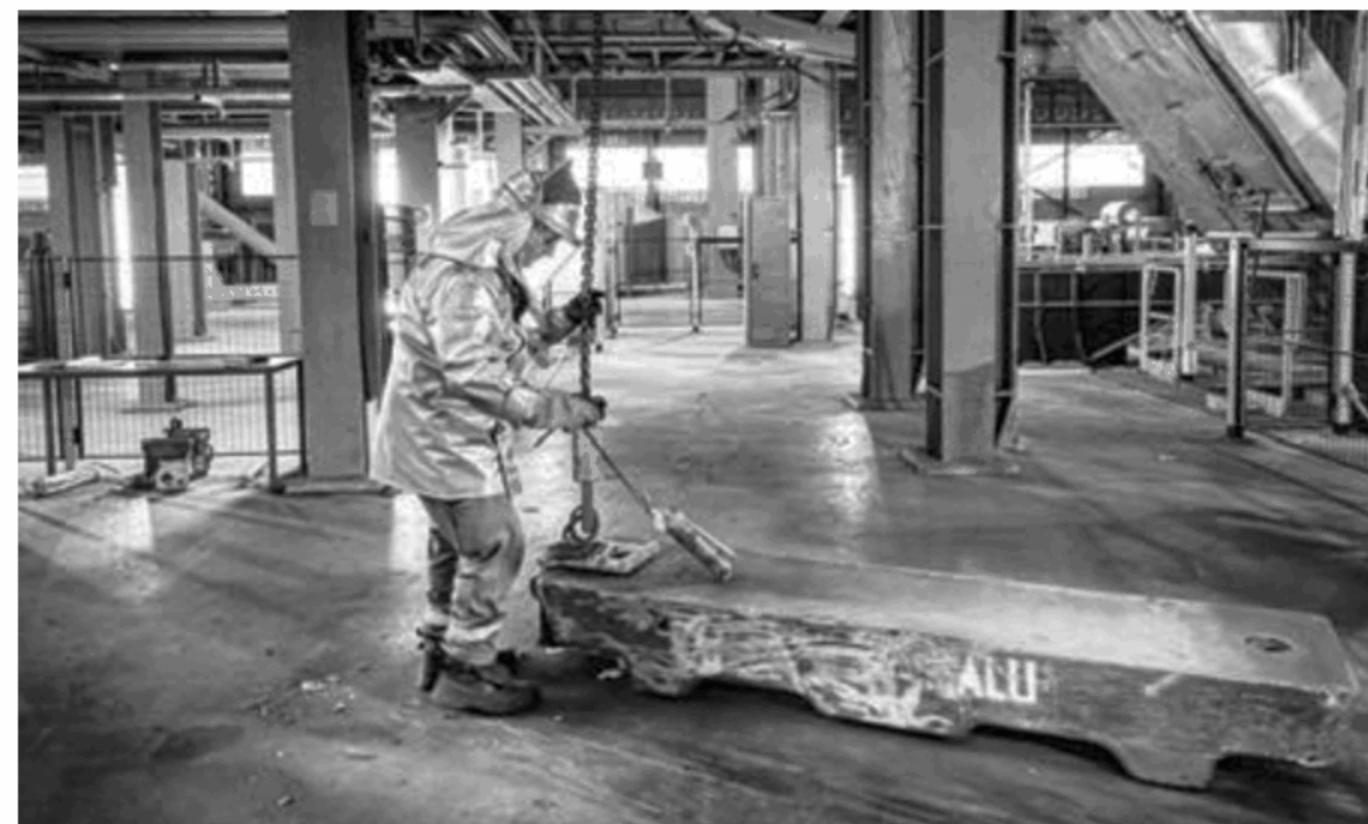
À Florange, « les salariés n'en peuvent plus »

Deux cents postes devraient être supprimés sur le site lorrain d'Arcelor.

Frédéric Maris, délégué syndical CGT de l'aciérie mosellane, dénonce une stratégie purement financière.

Treizeans après la fermeture de leurs hauts-fourneaux, symbole des stratégies financières de Mittal, les salariés de l'aciérie de Florange s'attendent à nouveau au pire. Derrière la récente annonce de la suppression de près de 200 postes sur le site mosellan et les retards d'investissement pour la décarbonation de la production, la CGT redoute un désengagement progressif de la multinationale et une fermeture définitive d'ici à 2030. Le délégué syndical CGT du site, Frédéric Maris, assure que la nationalisation pourrait être la solution aux errements de Mittal.

Quasiment 200 emplois devraient être supprimés sur le site de Florange, selon l'annonce du groupe au mois d'avril.



Vingt-cinq salariés, à 90 % des femmes, devraient perdre leur emploi. DOMINIQUE FONTENAT/REA

Comment les salariés ont-ils réagi ?

Les salariés ont pris un vrai coup sur la tête. Un vrai choc. À la suite de l'annonce du plan de « sauvegarde de l'emploi (PSE) », les risques psychosociaux ont explosé. Avec la CGT, nous avons déclenché cinq procédures pour danger grave et imminent. La majorité des emplois qui vont être supprimés concerne les employés des fonctions supports, c'est-à-dire les services des achats et de l'informatique, pour lesquels le travail va être délocalisé. Le service des commandes européennes, par exemple, devrait disparaître. Vingt-cinq salariés, à 90 % des femmes, devraient perdre leur emploi. ArcelorMittal, c'est pour beaucoup d'entre elles leur premier emploi, qu'ellessoient là depuis trois, quatre ans ou seize, dix-sept ans. Ça rend toute perspective de reclassement difficile puisqu'elles n'ont connu que ces postes-là et ne sont

« L'objectif est de délocaliser les emplois en Pologne, au Brésil ou en Inde où ils coûtent moins cher. »

pas du tout formées aux autres emplois de l'industrie sidérurgique. Malgré le choc, ces salariées sont très combatives. Lors du rassemblement que nous avons organisé le 13 mai en présence de personnalités politiques, elles sont descendues de leurs bureaux avec un cercueil, symbole de la mort de leur emploi.

En 2012, le site de Florange perdait ses hauts-fourneaux. Aujourd'hui, ArcelorMittal entend délocaliser une partie des emplois.

Comment interprétez-vous ces atteintes répétées ?

La stratégie d'ArcelorMittal est entièrement financière. Leur objectif est de délocaliser les emplois vers la Pologne, le Brésil ou l'Inde, où ils coûtent moins cher. Les missions du service de commandes européennes vont être transférées à Gand, en Belgique, où un service similaire existe.

Cela a toujours fonctionné comme ça avec Mittal : leur but est de dégager le plus d'argent possible pour leurs actionnaires, quitte à faire payer les salariés. Cette fois-ci, ArcelorMittal laisse planer la menace d'une fermeture de toutes ses usines en France si le projet de décarbonation n'est pas mené à bien à Dunkerque (Nord). C'était déjà leur discours en 2012.

Pensez-vous que le site de Florange soit voué à disparaître ?

À la CGT, nous craignons que Mittal n'aille crescendo et qu'il ne reste rien de Florange d'ici à 2030. La direction centrale nous laisse dans le flou le plus total concernant l'avenir de nos emplois, du site et sur ses volontés d'investissement en France. Le premier CSE central ayant eu lieu le 2 juin, nous aurons donc des informations plus précisées sur ce qui nous attend dans les prochains jours. La direction du site de Florange ne peut pas répondre à nos interrogations. Ils ne font qu'appliquer les directives. Mais le patron nous a bien prévenus qu'il se battait pour la survie du site, pas pour ses emplois.

La nationalisation est-elle une solution pour garantir la survie du site et la sauvegarde des emplois de Florange ?

Notre priorité, avant de parler de nationalisation, est de nous battre pour nos emplois. Ceci étant dit, nous ne pouvons pas rester entre les mains de Mittal. Les salariés n'en peuvent plus. La nationalisation est l'une des seules solutions à notre disposition pour sortir de cette impasse, et elle doit être mise sur la table. La situation n'est plus la même qu'en 2012 et, aujourd'hui, on remarque un changement de perspective : la nationalisation n'est plus perçue comme un gros mot, y compris à droite. Xavier Bertrand, dans les Hauts-de-France, ou Franck Leroy, dans le Grand-Est, ne s'y opposent pas. Dans tous les cas, la solution devra concerner tous les sites d'ArcelorMittal, et pas seulement ceux de Dunkerque et de Florange. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MARIE TOULGOAT

(Publicité)

Les informés

de Jean-Rémi Baudot et Aurélie Herbemont
du lundi au vendredi à 20h

1h de décryptage et d'analyse de l'actualité

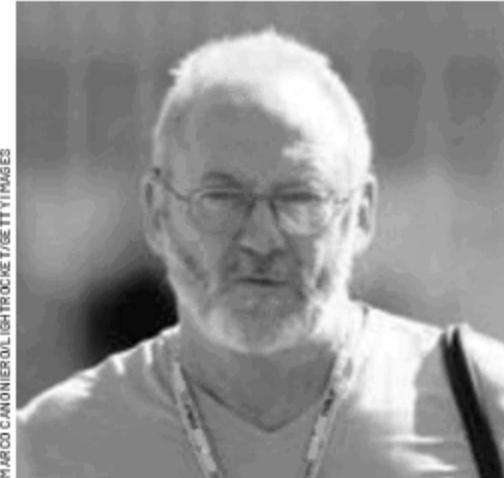


chaque mardi avec
l'Humanité

franceinfo:
radio . web . tv canal 27

«Nous sommes les femmes, les tristes femmes du peuple, pour qui tout est deuil et misère.» Séverine

L'HOMME DU JOUR



Liam Cunningham

L'acteur irlandais a accompagné le départ de la flottille pour Gaza. Liam Cunningham (*Games Of Thrones*, *Le vent se lève*) a voulu être présent à l'embarquement du *Madleen* pour soutenir l'équipage, dont l'activiste suédoise Greta Thunberg et l'eurodéputée LFI Rima Hassan. «*Ma conscience m'interdit d'être inactif face à l'occupation, qui me rend malade...*» a-t-il déclaré le 1^{er} juin sur le port de Catane (Sicile), ajoutant : «*On doit mettre un terme à l'occupation, l'apartheid et ce génocide, (...)* dans Game of Thrones on voit comment le pouvoir peut transformer les gens en monstres...» C'est la deuxième fois qu'une coalition d'ONG lance une Flottille de la liberté pour briser le blocus de Gaza et fournir de l'aide humanitaire. Le 2 mai, le navire *Conscience* avait été touché par des tirs de drones. ■

LATIFA MADANI

! C'EST UN SCANDALE

Andrew Tate, la course au « passeport doré »

Andrew Tate, influenceur masculiniste anglo-américain, a récemment obtenu la nationalité vanuataise grâce à un investissement financier d'au moins 130 000 dollars dans le pays. Depuis plusieurs années, le Vanuatu, comme Malte et la Turquie, propose un programme de citoyenneté par l'investissement, offrant un passeport permettant de voyager dans 117 destinations sans visa. Accès aux marchés, mobilité et protection, ce deuxième passeport pourrait aussi permettre à Andrew Tate, accusé d'agressions sexuelles au Royaume-Uni et visé par une procédure pour trafic d'êtres humains et blanchiment d'argent en Roumanie, de contourner certaines jurisdictions et d'échapper à sa condamnation. Le cas « Tate » relance le débat sur les « passeports dorés », instrument de financiarisation de la citoyenneté.

L'œil de Babouse



LA BONNE NOUVELLE Reconnaissance de la solidarité franco-uruguayenne

Une plaque en hommage à la solidarité du peuple français avec les exilés et la résistance à la dictature militaire en Uruguay (1973-1985) a été apposée à Montevideo. Cet acte reconnaissance de la solidarité franco-uruguayenne a eu lieu le 30 mai à la faculté des arts de la capitale latino-américaine, située sur l'ancien siège du lycée français. Un moment émouvant à l'initiative de l'association *Donde estan ?* (« où sont-ils ? »), qui lutte en France depuis 1997 pour la recherche des disparus, la vérité,

la justice et la mémoire et contre l'impunité des crimes commis. *Donde estan ?* était représentée par Elena Salgueiro, l'une des fondatrices du Comité de défense des prisonniers politiques en Uruguay, créé en France en 1972. La Mairie de Paris et celle de Montevideo ont chaleureusement soutenu ce projet. À son tour, Paris posera prochainement une plaque commémorative en hommage aux victimes de la dictature uruguayenne dans le 11^e arrondissement, où est domiciliée l'association. ■

PIERRE CHAILLAN

↗ L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Droits La Confédération syndicale internationale (CSI) a dévoilé, lundi 2 juin, la 12^e édition de son indice des droits. Les résultats y sont alarmants, entre une attaque « orchestrée par des démagogues d'extrême droite soutenus par des milliardaires » et la baisse à grande échelle des droits des travailleurs.

Vidéo C'est quoi le drag ? Pourquoi est-ce que c'est politique ? Quelle influence dans les luttes LGBTQIA+ ? Dans *Ça ira !*, l'émission mensuelle de *l'Humanité* sur Twitch, Benjamin Patinaud alias Bolchegeek reçoit Matthieu Barbin (alias Sara Forever) et Vazek Tomi pour parler d'un art qui effraie l'extrême droite et les conservateurs !

LE BILLET DE MAURICE ULRICH



Quelle souche ?

Il semble bien que le réalisateur et acteur Mathieu Kassovitz, dans une récente émission, ait mis les pieds dans le plat que nous servent tous les jours Bruno Retailleau, l'entreprise Le Pen et compagnie... « *Il y a des Français de souche, ça s'appelle des fins de race. Leurs enfants vont se mélanger avec les autres et c'est tant mieux pour nous tous (...).* Vous voulez fermer les frontières et rester entre Blancs ? Ça ne marche pas. » Il se serait excusé pour l'expression « *fins de race* »... Mais c'est quoi, la souche ? Neandertal, Cro-Magnon, Lucy, Adam et Ève ? Pas du tout. Dans une chronique du *Journal du dimanche* titrée « *Française de souche* », Christine Kelly nous l'explique : « Pour moi, être Français de souche, c'est être enraciné dans l'amour pour son pays. C'est aimer le drapeau tricolore, être patriote et défendre la France. C'est être fier de son patrimoine, de sa culture et de son histoire. C'est accepter les racines chrétiennes qui ont façonné cette nation. » Et lire après la messe le *JDD* de Vincent Bolloré. ■

La Poste ne vous a pas livré *l'Humanité* ?

appelez le

36 31

La Poste assume la mission de service public de la distribution des journaux afin de garantir le pluralisme par l'égal accès à l'information. Cette mission est mise à mal par de fréquents retards. Avec la Société des lectrices et des lecteurs de *l'Humanité* (S2LH), nous vous invitons à signaler tout problème d'acheminement de *l'Humanité* au 3631 (service gratuit + prix d'un appel), le numéro mis à disposition des usagers par La Poste, et à en informer la S2LH à : lectriceslecteurs@humanite.fr



« Les personnes juives, arabes... se sentent fortement menacées »

XÉNOPHOBIE Alors que plusieurs actes antisémites ont marqué l'actualité ces derniers jours, le Réseau d'actions contre l'antisémitisme et tous les racismes dénonce un climat de haine alimenté par le gouvernement et l'extrême droite.

Les jours passent et se ressemblent malheureusement de façon extrêmement alarmante. Après le mur des Justes du Mémorial de la Shoah, trois synagogues et un restaurant de la capitale retrouvés aspergés de peinture verte dans la nuit de vendredi 30 à samedi 31 mai, c'est la Fondation pour la mémoire de la Shoah, à Paris, qui a fait l'objet d'actes antisémites, le dimanche 1^{er} juin. L'institution privée, reconnue d'utilité publique, engagée dans la transmission de la mémoire et le dialogue interculturel, a été la cible de dégradations, avec les inscriptions à la peinture noire, énormes, « Free Palestine » et hostiles à Israël « Fuck Israel fois 10 ». Le même jour, à Lyon, l'école primaire Nové-Josserand était victime d'un début d'incendie. Des tags antisémites, des étoiles de David et des croix gammées y ont été découverts sur ses murs.

Le caractère antisémite de ces dégradations ne fait aucun doute. « Certains vont se parer des couleurs de la Palestine, tout comme lors de l'attaque de la synagogue de La Grande-Motte, dans l'Hérault, cet été, ou plus récemment avec l'assassinat de deux employés de l'ambassade d'Israël devant le musée juif de Washington. Sous prétexte de ce qui se passe à Gaza, il y a une volonté accélérée de multiplier les actes antisémites. Mais ce sont aussi des actes anti-Palestiniens,



La synagogue Agoudas Hakehilos, le 31 mai, à Paris. THIBAUD MORITZ/AFP

qui portent un rude coup au combat de tout un peuple », déplore Albert Herszkowicz, du Réseau d'actions contre l'antisémitisme et tous les racismes (Raar). L'association plurielle, de gauche, créée en 2021, rassemble des personnes de toutes origines et réaffirme son refus de mettre en opposition la lutte contre l'antisémitisme et la solidarité avec le peuple palestinien.

« Ces actes rappellent la permanence d'un antisémitisme qui n'est nullement résiduel. Et qui augmente depuis

le 7 octobre 2023 », avance le Raar dans un communiqué. Selon le ministre de l'Intérieur, le nombre d'actes antisémites a quadruplé depuis les massacres perpétrés le 7 octobre 2023 par le Hamas et la riposte génocidaire du gouvernement d'Israël. Une enquête de l'Ifop avance qu'un quart des Français juifs assurent avoir été victimes d'un acte antisémite depuis cette date. Et, selon les données collectées conjointement par le ministère de l'Intérieur et le service de protection de la communauté

juive (SPCJ), on a comptabilisé en France 1 570 actes antisémites en 2024, après 1 673 actes en 2023. « Nous assistons à une vague antisémite mondiale », poursuit Albert Herszkowicz.

EXPLOSION DE L'ISLAMOPHOBIE DEPUIS JANVIER 2025

Parallèlement, les actes islamophobes et racistes « anti-Arabs » ont bondi de 29 % entre janvier et mai de cette année par rapport à la même période en 2024, selon SOS Racisme. Une hausse marquée depuis le meurtre d'Aboubakar Cissé, dans une mosquée de La Grand-Combe (Gard), le 25 avril. Et qui le sera aussi certainement après le meurtre raciste, samedi 31 mai, d'un homme de nationalité tunisienne par son voisin, à Puget-sur-Argens, dans le Var. « Tous ces actes, ces crimes racistes et antisémites sont nourris par un climat malsain, agressif, mortifère entretenu par l'extrême droite et certaines déclarations gouvernementales. Un climat dans lequel les personnes juives, musulmanes, arabes, turques... se sentent fortement menacées », affirme Albert Herszkowicz.

L'insatiable militant antiraciste, qui a manifesté aux côtés du Raar contre la récente loi immigration, soutient que le gouvernement porte une lourde responsabilité dans l'explosion de l'islamophobie et de la xénophobie. « Ses membres multiplient les propos et actions islamophobes et xénophobes. »

Face à l'urgence, le Raar appelle toutes les forces de gauche à se mobiliser.

Pour exemple : « Après le meurtre d'Aboubakar Cissé, le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau n'avait pas jugé utile de se rendre immédiatement sur place. Et une fois présent, il ne s'est pas rendu à la mosquée, il s'est contenté d'une visite à la sous-préfecture d'Alès. » Plus généralement, Albert Herszkowicz dénonce clairement un climat de haine antisémite, islamophobe et raciste « alimenté par le gouvernement et l'extrême droite ». Face à l'urgence, le Raar appelle toutes les forces de gauche à se mobiliser. Et le réaffirme avec force : « L'extrême droite est consubstantiellement antisémite. »

Lundi 2 juin, trois ressortissants étrangers soupçonnés d'avoir aspergé de peinture verte le Mémorial de la Shoah, les trois synagogues et le restaurant ont été interpellés. L'enquête est conduite par la sûreté territoriale pour « dégradations commises en raison de la religion ». ■

NADÈGE DUBESSAY

Dans une interview au journal *les Échos*, Nicolas Revel, directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, déroule des propositions afin de sortir de « l'impasse financière » à laquelle nous serions confrontés quant à nos dépenses de santé. Revient l'argument que nous aurions trop d'hôpitaux en France, je cite : « Il n'est plus raisonnable de maintenir en France autant de petites structures hospitalières dotées de plateaux techniques sous-critiques en termes de nombre de médecins et de niveau de compétences. »

Toujours la même litanie alors que le nombre d'établissements publics a fortement diminué ces dernières années et qu'il ne reste plus, dans certains départements, qu'un seul hôpital doté d'un service d'urgence et de chirurgie ou une maternité. La première question à poser dans ce contexte est le problème de la régulation de l'affection des médecins dans les hôpitaux en fonction des besoins et de la sécurité de la population en termes de temps d'accès, ce qui relève d'un droit constitutionnel. Deuxième question que ne pose pas Nicolas Revel est le maintien de cliniques privées lucratives qui se placent en concurrentes des hôpitaux en ciblant leurs

À Puget-sur-Argens, dans le Var, le racisme a tué

Un homme de 53 ans a abattu un de ses voisins d'origine tunisienne, dans la nuit du 31 mai, et en a blessé un autre, de nationalité turque. Il a publié avant et après son crime deux vidéos qui ne laissent aucun doute sur ses intentions haineuses.

Dans sa voiture, les enquêteurs ont découvert un véritable arsenal : un pistolet automatique, un fusil à pompe et des armes de poing. Dans la nuit du samedi 31 mai, cet homme de 53 ans a ouvert le feu sur deux de ses voisins d'origine étrangère dans la commune de Puget-sur-Argens, dans le Var. Le premier, atteint de cinq balles dans le corps, a été tué. Selon le ministère de l'Intérieur, il s'agit d'un Tunisien de 35 ans. La deuxième victime, âgée de 25 ans et de nationalité turque, a été blessée à la main et hospitalisée.

Le suspect a été arrêté dimanche par le GIGN d'Orange (Vaucluse), après avoir tenté de prendre la fuite, puis placé en garde à vue. Une enquête a été ouverte pour « meurtre et tentative de meurtre commis en raison de l'appartenance ou de la non-appartenance, vraie ou supposée, de la victime à une ethnique, une nation, une prétendue race ou une religion déterminée ». Le parquet national antiterroriste s'en est saisi. L'épouse du suspect, qui a alerté elle-même les gendarmes, a confié aux enquêteurs que son mari, adepte du tir sportif,

« Ce double crime n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel bleu. »

DOMINIQUE Sopo,
PRÉSIDENT DE SOS RACISME

se disait régulièrement excédé par la présence « d'étrangers » dans le lotissement des Meissugues, où le crime a été commis et où vivent des communautés d'origines kurde et tunisienne, selon *Var matin*.

RETAILLEAU POINTÉ DU DOIGT

Avant et après son passage à l'acte, le tireur a publié deux vidéos « à caractère raciste et haineux » sur les réseaux sociaux, souligne le procureur de la République. La ministre déléguée à la lutte contre les discriminations, Aurore Bergé, a évoqué un « crime raciste » qui « nous rappelle que le racisme ne se limite pas aux mots : il blesse, il tue, il détruit des vies ».

« L'enquête dira si le caractère raciste de ces actes est établi, mais des vidéos publiées par l'auteur ne laissent aucun doute sur ce point », a quant à lui déclaré Bruno Retailleau, lundi, appelant à

une « réponse pénale implacable ». Le ministre de l'Intérieur a de nouveau été pointé du doigt pour son temps de réaction à géométrie variable, quelques semaines après le meurtre d'Aboubakar à La Grand-Combe (Gard), où le locataire de Beauvau avait déjà tardé à se rendre. Jean-Luc Mélenchon a ainsi accusé Bruno Retailleau de « faillite dangereuse » : « Ne laissons pas l'officialité attiser la haine en la légitimant. »

Ce crime a suscité un vif émoi à gauche. Le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, a exprimé sa « colère contre cette société qui banalise le racisme et le discours identitaire ». « Tous ceux qui instrumentalisent, encouragent ou tolèrent le racisme sont complices », a déclaré le premier secrétaire du PS, Olivier Faure. « Le double crime qui a frappé deux hommes à Puget-sur-Argens n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel bleu. Il est le résultat d'un travail minutieux mené par le camp du racisme et visant à rendre à nouveau légitime l'expression du racisme en mots et en actes », dénonce quant à lui le président de SOS Racisme, Dominique Sopo. ■

CYPRIEN CADDEO

LA CHRONIQUE SANTÉ DE CHRISTOPHE PRUDHOMME



Pour bien comprendre pourquoi cet homme avance ces propositions, il faut étudier son parcours de haut fonctionnaire : secrétaire général adjoint de la présidence de la République sous François Hollande, directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie, puis directeur de cabinet du premier ministre Jean Castex. En résumé, il est en partie responsable de la situation de crise actuelle. Maintenant, il veut poursuivre dans la même logique, au niveau de l'établissement qu'il dirige avec la fermeture programmée de plusieurs hôpitaux à Paris et dans sa banlieue, mais également au niveau national.

Il est indispensable que les citoyens et les personnels de santé, qui n'arrivent plus à assurer leurs missions au quotidien, imposent d'autres choix que cette casse de nos hôpitaux publics. D'autant que nous sommes loin de la catastrophe annoncée pour les finances de la Sécurité sociale, avec un déficit en 2024 qui ne représente que 2,3 % des dépenses totales. Avec un petit effort sur les recettes, notamment en supprimant quelques exonérations de cotisations sociales inutiles, nous serions à l'équilibre. ■

Toujours moins d'hôpitaux ?

activités sur les créneaux d'activité les plus rentables, notamment la chirurgie ambulatoire. Donc, ce qui n'est pas raisonnable pour assurer un service public efficace et efficient, pour utiliser un adjectif à la mode dans le monde de Nicolas Revel, est de maintenir en parallèle ces deux types d'établissements. La question est donc de savoir si les établissements qu'il faut fermer ne sont pas ces cliniques privées lucratives pour, comme il le dit, « ajuster notre carte sanitaire ».

Franck Frégosi, directeur de recherche au CNRS et auteur de *Gouverner l'islam en France* (Seuil, 2025), revient pour *l'Humanité* sur le rapport consacré aux Frères musulmans, alors qu'un nouveau Conseil de défense et de sécurité nationale doit se réunir dans les jours à venir sur le sujet.

Que pensez-vous de ce rapport ?

Je m'interroge sur ses objectifs. Il est tout à fait légitime que les pouvoirs publics s'intéressent à ce sujet. Je fais d'ailleurs partie des personnes qui ont été auditionnées lors des travaux. Mais je ne me retrouve pas dans ce qui a été écrit. Notamment sur un présumé progrès des Frères musulmans en France et en Europe. La réalité, c'est que cette mouvance est en perte de vitesse. D'autres sont beaucoup plus dynamiques, comme les salafistes et les wahhabites, alors que les Frères musulmans recherchent la notabilisation et sont désormais dans une posture de compromis, pas de sécession avec la République. Je suis donc très surpris des conclusions du rapport. Sur Internet, le rouleau compresseur rigoriste et exclusiviste n'est pas mené par les fréristes. Quant aux influenceurs musulmans, ils sont davantage dans le merchandising que dans un projet de subversion. Et il y a au final bien d'autres formes d'identification à l'islam, avec beaucoup de musulmans occasionnels, uniquement lors du ramadan.

Dès lors, quel regard portez-vous sur le battage médiatique autour de ce rapport ?

J'ai été sidéré par la présentation du *Figaro* et d'autres médias qui parlent de « gangrène » et de « pieuvre » comme si un groupe secret tentait de tirer les ficelles du monde... Or ce rapport qui opte pour une tonalité alarmiste souffre lui-même le chaud et le froid. Quand on le lit en détail, on ne ressort pas convaincu de la réalité de la menace : 91 000 fidèles fréristes sur 4 à 5 millions de musulmans de France, c'est peu. Ce rapport, qui s'en prend aux sciences sociales et aux libertés académiques, est au final un peu brouillon, pose des problèmes de méthodologie, d'erreurs factuelles et de citations non sourcées. Il aurait fallu plus de temps pour l'affiner, car il aborde un sujet sérieux. En l'état, son seul intérêt réside dans l'utilisation politique qui en est faite.

C'est-à-dire ?

Le rapport a été déclassifié au lendemain du triomphe du ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, à la tête du parti LR. Et ce alors même qu'il était destiné au Conseil de défense. Même Emmanuel Macron s'en est offusqué. De plus, nous ne savons pas s'il s'agit de la version remise à Gérald Darmanin il y a plusieurs mois ou si elle a été retouchée par Beauvau. Il arrive juste un an avant les élections municipales et pointe l'attitude de maires sans livrer pour autant d'exemple probant. Cela produit des effets politiques qui sont sans doute recherchés. Maintenant, reste à savoir quelles seront les préconisations

« Les musulmans sont divers dans leurs pratiques »

LAÏCITÉ Le gouvernement doit formuler début juin des propositions à la suite du rapport rendu public par Bruno Retailleau sur les Frères musulmans. **Franck Frégosi** questionne la méthodologie de l'étude.



Le rapport a été déclassifié au lendemain de la victoire de Bruno Retailleau à la tête de LR.
THIBAUD MORITZ/AFP

gouvernementales. Dans le rapport, elles sont minimalistes au regard du défi présenté. Faire entrer des musulmans au Panthéon ? Ouvrir de nouveaux carrés musulmans dans les cimetières ? Pourquoi pas, mais il faut s'occuper des vivants, pas que des morts. Quant à la proposition de reconnaître l'État de Palestine uniquement comme s'il s'agissait d'un hachet symbolique pour les musulmans, alors que la question n'est pas là, cela me semble très réducteur, et je ne vois pas très bien le lien avec le défi de l'entrisme islamiste. Par ailleurs, que le salafisme et le wahhabisme soient si peu relevés dans le rapport renvoie sans doute à des questions de diplomatie internationale, avec l'Arabie saoudite et



FRANCK FRÉGOSI
Directeur de recherche au CNRS

les Émirats arabes unis, qui, eux aussi, ciblent les Frères musulmans dans leur pays.

Le rapport note que, « prenant racine dans des quartiers à majorité musulmane généralement paupérisés, (les fréristes) répondent à des besoins de la population ». Qu'en pensez-vous ?

Il y a en effet dans des quartiers fragilisés, relégués, la tentation pour certains individus de se réfugier dans l'islam, mais aussi dans les Églises évangéliques. La question fondamentale à se poser est la suivante : quelles sont les conditions objectives de production de certains types de discours religieux ? Qu'est-ce qui fait que tels individus, dans tels quartiers, vont se tourner vers tel discours plutôt qu'un autre ? Le

recul de la République sociale et des services publics y participe-t-il ? Mais il faut aussi souligner que sur un même terrain des rapports différents à la religion existent : soit pour dévoiler ses frustrations, soit pour se construire sereinement. Par ailleurs, ne confondons pas la visibilité du fait musulman dans l'espace public avec un projet d'islamisation de la société. Dans notre société profondément sécularisée, cela interpelle forcément, et peut susciter des craintes. Mais il n'appartient pas à un État laïc de faire le tri dans les offres d'islam, sauf pour celles qui menacent l'ordre public. Pour le reste, je crois que les musulmans sont si divers dans leurs pratiques, comme les autres, que l'on risque surtout de se dire que, par rapport aux fantasmes, ils sont en réalité anormalement normaux dans leur rapport à la religion. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR AURÉLIEN SOUCHEYRE



Après le passage du cyclone Garance à la Réunion, le 28 février. RICHARD BOUHET/AFP

Changement climatique : les outre-mers en première ligne

INÉGALITÉS Cyclones, sécheresses, montée des eaux... Les départements, régions et collectivités d'outre-mer sont parmi les territoires les plus exposés aux impacts du réchauffement, souligne un rapport du Réseau Action Climat publié ce mardi.

Les outre-mers figurent parmi les territoires les plus exposés aux impacts du changement climatique. Un rapport publié ce mardi 3 juin par le Réseau Action climat (RAC) montre comment les départements, régions et collectivités d'outre-mer (Drom-COM) sont « confrontés à des aléas multiples et souvent combinés : intensification des cyclones, élévation du niveau de la mer, sécheresses plus fréquentes et intenses ou encore dégradation des écosystèmes avec des répercussions sur les conditions de vie des populations ».

Parmi les impacts observés, l'ONG a ainsi calculé que « dans un scénario de réchauffement de + 2 °C, les cyclones les plus sévères seront en hausse de 13 % ». Mais aussi que l'élévation du niveau de la mer, « qui pourrait atteindre jusqu'à + 76 cm, voire 1 mètre en 2100, (menace) dès à présent de vastes zones habitées ». Autre constat : la disparition accélérée des récifs coralliens, déjà dégradés à 70 % en Guadeloupe, a des conséquences sur la biodiversité, la pêche et la protection des côtes. Quant aux sécheresses, « plus fréquentes, longues et intenses », elles compromettent « l'approvisionnement en eau et la production agricole ». « Ces phénomènes sont une réalité pour des centaines de milliers de personnes, et leur intensité s'aggradera dans les années à venir », alerte le RAC.

SEULE SOLUTION : LIMITER LES GAZ À EFFET DE SERRE

Si ces territoires ont leurs propres spécificités géographiques, culturelles et sociales, ils partagent néanmoins un point commun : « Tous sont particulièrement vulnérables face aux impacts du changement climatique en raison de facteurs structurels, notamment socio-économiques », souligne Benjamin Crettenand, chargé de sensibilisation au

réchauffement climatique au sein du RAC. Concrètement, les inégalités sociales y sont nettement plus marquées que dans l'Hexagone : 77 % de la population vit sous le seuil de pauvreté à Mayotte, 53 % en Guyane et 42 % à La Réunion, contre 14,4 % en métropole.

L'accès à l'eau potable illustre parfaitement ces fragilités : « L'eau est non seulement la plus chère de France – 6,52 euros/m³ en Guadeloupe (contre 4,19 euros/m³ dans l'Hexagone) – mais son approvisionnement est aussi extrêmement précaire : en Guadeloupe, à La Réunion, en Martinique ou à Mayotte, entre 35 % et 63 % de l'eau est perdue à cause de la vétusté des réseaux. Ces pertes, conjuguées au manque de sources naturelles, aux problématiques de qualité de l'eau et aux périodes de sécheresse plus intenses et plus longues, mettent en péril la sécurité hydrique de centaines de milliers de personnes », pointe l'étude du RAC. Paradoxalement, très peu de données existent sur ces territoires. « On parle souvent de ces régions quand il y a une catastrophe, mais les projections liées au réchauffement climatique y restent sous-dокументées », note Benjamin Crettenand.

Dans ce contexte, « il n'existe pas de solution miracle », reconnaît ce dernier. La seule manière de limiter ces impacts, c'est de baisser les gaz à effet de serre de façon massive ». Très exposés au changement climatique, ces territoires sont pourtant peu responsables de ce phénomène. C'est d'ailleurs tout l'enjeu de la justice climatique, rappelle le RAC : « Aider en priorité celles et ceux qui, tout en ayant le moins contribué au problème, sont aujourd'hui en première ligne de ces conséquences. » Cela signifie des moyens financiers à la hauteur des enjeux et penser des politiques climatiques à l'échelle locale. ■

ALEXANDRA CHAIGNON

Boris Vallaud votera pour Olivier Faure

PS Boris Vallaud a fini par se mouiller. À quelques jours du second tour du congrès socialiste, prévu le 5 juin, le président du groupe des députés PS, arrivé troisième au premier tour avec 18 % des voix, a indiqué qu'il voterait pour le premier secrétaire sortant, Olivier Faure, face à Nicolas Mayer-Rossignol, le maire de Rouen. Un choix « personnel » : « Ce n'est ni un chèque en blanc ni une ardoise magique », avertit-il dans les colonnes du *Monde*. Le député des Landes, dont la réserve de voix est très convoitée, a en outre refusé de donner une consigne de vote et laisse ses militants libres de leur décision. « Merci cher Boris Vallaud pour ton soutien précieux », a réagi Olivier Faure. Nous avons en commun l'exigence du rassemblement et la cohérence de la ligne d'union de la gauche et des écologistes. ■

Em. M.

Un rassemblement en soutien au Prolé

ANTIFASCISME Le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, s'est rendu le lundi 2 juin à Alès (Gard), à l'occasion d'un rassemblement devant la sous-préfecture. Celui-ci fait suite à l'attaque fasciste perpétrée vendredi 30 mai au Prolé, un bar militant connu pour être le quartier général des communistes locaux. Un groupe d'environ dix militants néonazis, affiliés au Bloc montpelliérain, ont blessé une vingtaine de personnes, en pleine férié. Un millier de militants communistes, syndicalistes de la CGT et associatifs ont réclamé au préfet d'assurer la sécurité du bar, régulièrement ciblé par l'extrême droite. Fabien Roussel a renouvelé auprès du ministère de l'Intérieur sa demande de dissolution du groupuscule coupable de cette odieuse attaque (lire notre reportage sur [humanite.fr](#)). ■

Cy. C.

Dreyfus promu à titre posthume

MÉMOIRE C'est une loi symbolique qui tient pourtant en une seule petite phrase : « La nation française élève, à titre posthume, Alfred Dreyfus au grade de général de brigade. » Un texte voté, ce lundi, par les députés. Définitivement innocenté le 12 juillet 1906, puis réintégré dans l'armée, l'officier de confession juive est nommé chef d'escadron. Une nouvelle injustice, ce grade étant en dessous de ce qu'il aurait pu prétendre si sa carrière avait été reconstituée en prenant en compte les douze années durant lesquelles il avait été dégradé. Le lieutenant-colonel Picquart, à l'origine des fuites qui révèlent « l'affaire Dreyfus », a eu droit à une reconstitution complète de carrière. « La République va réparer une erreur », a annoncé en préambule le macroniste Charles Sitzenstuhl, rapporteur du texte. ■

B. R.

**L'ÉTAT DÉSOSSE ATOS**

Le géant du numérique français Atos a accepté, lundi, une offre de reprise de l'Etat. Le ministère de l'Économie a offert 410 millions d'euros pour « la sécurisation de l'activité stratégique des supercalculateurs » développés par Atos.

LE HANDICAP ENFIN PRIS EN COMPTE

Vingt ans après la loi sur l'inclusion des handicapés, notamment dans l'emploi, et un an après la signature d'un accord interministériel sur ce thème, la direction générale des douanes et droits indirects a enfin commencé à élaborer un plan d'action sur la question.

PAS DE COLLECTE DES DÉCHETS

Les agents de collecte des déchets des 38 communes du Grand Angoulême (Charente) ont rejoint, le 2 juin, la grève à durée indéterminée lancée par le personnel des sept déchetteries de l'agglomération. Ils protestent contre l'insuffisance des primes.

MINERAI Alors que la firme Imerys promet emplois et transition écologique dans le cadre du projet d'exploitation d'Échassières, l'avenir du gisement questionne le futur industriel du territoire.

Les chiffres sont rondelets. Autour de 500 emplois créés pour sortir de terre 34 000 tonnes de lithium chaque année. En bout de ligne, 700 000 batteries lithium-ion doivent être produites par an, annonce Imerys, la société chargée de l'extraction et de la conversion du minéral. Nommé Emili, ce projet qualifié d'intérêt national majeur s'inscrit dans la politique européenne de décarbonation des voitures pour 2035. L'immense mine, la deuxième du continent, doit être opérationnelle pour 2028.

Dans l'Allier, on veut éponger l'hémorragie industrielle du début du siècle. « La CGT ne s'oppose pas à Emili, mais ne soutient pas », résume Laurent Indrusiak (CGT). La qualité des contrats proposés pour travailler à plus de 300 mètres de profondeur est primordiale pour le syndicat. Le principal est de « s'assurer de la santé des futurs mineurs. Nous ne souhaiterions que des CDI qui respectent le Code minier », précise le secrétaire de l'union départementale.

INQUIÉTUDE SUR LA SANTÉ DES MINEURS

Face au risque de silicose, maladie respiratoire dite « du mineur », la CGT veut éviter d'exposer les intérimaires (moins protégés légalement) aux roches et poussières. Le syndicat plaide en faveur d'un suivi « post-exposition » pour accompagner les travailleurs. En 2024, Imerys a d'ailleurs été jugée responsable pour son activité liée au talc aux États-Unis. « On sait qu'Imerys est une boîte cotée au SBF 120 (les 120 plus importantes sociétés cotées en Bourse à Paris – NDLR), qu'ils sont d'abord là pour faire de l'argent. Le but, c'est de continuer de revendiquer malgré celui que l'on a en face de nous », s'inquiète Laurent Indrusiak.

L'usine d'extraction devrait fonctionner de 7 heures à 22 heures et, pour l'acheminement



Le site minier Imerys à Échassières (Allier), le 17 janvier 2024. OLIVIER CHASSIGNOLE/AFP

Dans l'Allier, les syndicats potassent sur le lithium

vers Montluçon, le rythme devrait même se poursuivre les week-ends. Aux côtés des cégestistes, Force ouvrière (FO) se dit prêt à « défendre les travailleurs contre les cadences infernales », explique Gaëlle Sipos, qui s'inquiète aussi de la santé des futurs mineurs. Alors que la France compte produire 2 millions de voitures électriques en 2030, le secrétariat général à la planification écologique estime que l'Hexagone utilisera 5 % des ressources mondiales de lithium. En 2023, 80 % de ce minéral en Europe était importé, selon Eurostat. « Dans tous les scénarios futurs, il va avoir besoin de lithium. Dans l'absolu, autant que ça se fasse dans l'Allier, avec des normes françaises et européennes », maintient la responsable FO.

À l'étude, 55 trains de fret hebdomadaires « spécial lithium » sont envisagés pour relier Échassières à Montluçon. « Ce sont des emplois (environ 50 selon les estimations

– NDLR) dans le ferroviaire sur vingt-cinq ou cinquante ans », souligne Sylvain Duvert, porte-parole de SUD rail Auvergne.

AUCUN DES VOYANTS N'EST AU VERT

Rares sont ceux, dans l'Allier, qui critiquent ce projet. Mais pour Jérôme Duboeuf, de Solidaires, « aucun des voyants n'est au vert ». Le responsable syndical prévient des besoins conséquents en eau de la future exploitation. Selon les chiffres d'Imerys, le mégaprojet nécessitera 2,5 mètres cubes d'eau chaque année. La Sioule, principal cours d'eau qui sera mis à contribution, devrait être prélevée de 1,3 mètre cube d'eau par an. « La rivière est susceptible d'être concernée par des épisodes de sécheresse qui doivent être anticipés », prévenait l'enquête publique réalisée en mars 2025. « Ce projet entend encourager la transition écologique, tout en

bénéficiant à la troisième industrie la plus polluante. Nous ne voulons pas de cette frénésie », assène Jérôme Duboeuf.

De son côté, l'entreprise assure avoir étudié les conséquences possibles et affirme que l'impact est considéré comme faible, puisqu'« il n'est pas prévu de rejet d'eau directement dans le milieu naturel ». Les produits chimiques et potentiellement polluants seraient stockés de manière à « limiter les risques de pollution en cas de déversement accidentel ». En 2018, l'agence Geoderis, rattachée au ministère de la Transition écologique, relevait que la mine d'Échassières était déjà surpolluée (classée E, le plus haut niveau de pollution). Laurent Indrusiak, de la CGT, reconnaît également qu'un doute subsiste sur les déchets polluants et sur l'utilisation de l'eau. Les rejets dans la nature seront pour lui « l'une des lignes rouges ». ■

ELIE POLSELLI

Karol Nawrocki, un ultranationaliste à la tête de la Pologne

ÉLECTION Le candidat de Droit et justice a remporté, dimanche, la présidentielle de peu. Les nationaux-conservateurs gardent ainsi la main et consolident le projet de Donald Trump d'une Europe ouvertement réactionnaire en lutte contre ses propres institutions.



D

onald Trump renforce son réseau national-conservateur en Europe. Donald Tusk est pieds et poings liés. À l'issue de la présidentielle du 1^{er} juin, le candidat soutenu par Droit et justice (PiS), Karol Nawrocki, est élu avec 50,89 % des voix, contre 49,11 % pour son rival, le maire libéral de Varsovie, Rafal Trzaskowski. La Pologne confirme ainsi l'extrême polarisation qui est la sienne depuis les législatives de 2023, lors desquelles l'ancien président du Conseil européen Donald Tusk (Coalition civique) avait accédé au poste de premier ministre grâce à ses alliés du centre et de la gauche. Depuis, ce dernier, présenté comme le garant des « valeurs européennes », est empêché de dérouler son agenda du fait du président sortant, Andrzej Duda, également proche du PiS, qui, en vertu de la Constitution, possède un droit de veto sur les grands projets législatifs et le budget. En l'absence de majorité parlementaire, les nationaux-conservateurs peuvent également compter sur un tiers des 10 000 juges qu'il a nommés lorsqu'il était au pouvoir (2015-2023).

« La gauche et la Coalition civique de Donald Tusk sont présentées comme représentant les intérêts de l'étranger. »

MILOSZ WIATROWSKI, HISTORIEN

scandale chaque jour de la campagne. Le site d'information Onet a ainsi révélé que Karol Nawrocki avait aidé à procurer des prostituées aux clients d'un hôtel de luxe où il travaillait en tant qu'agent de sécurité.

Depuis plusieurs mois, Karol Nawrocki a adopté des positions encore plus conservatrices que le PiS sur l'avortement – « une promesse eugéniste », selon lui –, l'un des points phares du programme de la coalition menée par Donald Tusk. Le candidat s'est également dit hostile aux unions civiles entre personnes de même sexe et au remboursement sans ordonnance de la pilule du lendemain, voté en 2024 avant un veto présidentiel. Il est également farouchement opposé à l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne (UE) et à l'Otan. Le ministre de la Défense Władysław Kosiniak-Kamysz a déjà prévenu en octobre que Varsovie bloquerait l'adhésion de Kiev à l'UE tant que Kiev n'aura pas résolu la question ■■■

■■■ de l'exhumation des victimes des massacres en Volhynie, entre 1943 et 1945. Pendant la campagne, il a ainsi reproché à l'Ukraine son manque de «gratitude pour ce que les Polonais ont fait», en référence à l'accueil de près d'un million de réfugiés et à l'aide militaire substantielle, notamment en termes de blindés. Karol Nawrocki a sans nul doute profité de la bonne réserve de voix que lui conférait la percée de l'extrême droite, incarnée par Slawomir Mentzen (Confédération, 14,9%), et du candidat royaliste, ouvertement antisémite, Grzegorz Braun (6,4%), lors du premier tour.

LUTTE CONTRE LE COMMUNISME, DETTE DE L'ALLEMAGNE ET HÉRITAGE CATHOLIQUE

Proche des milieux hooligans et de videurs de boîte néo-nazis, Karol Nawrocki, également boxeur à ses heures perdues, n'en est pas moins un idéologue convaincu. Docteur en histoire, ce farouche anticomuniste de 42 ans est poursuivi par la Russie depuis février 2024 pour son soutien au retrait des monuments honorant l'Armée rouge en Pologne. Directeur du musée controversé de la Seconde Guerre mondiale de Gdansk, où il a vu le jour, il a ensuite pris la présidence de l'Institut de la mémoire nationale et ainsi joué un rôle structurant dans la réécriture de l'histoire nationale. Lorsqu'il était au gouvernement, le PiS a fait de la «politique historique» un thème central du débat. En insistant sur l'influence du pays en Europe, la lutte contre le communisme, la dette de l'Allemagne et l'héritage catholique, le PiS désigne avant tout des ennemis extérieurs. «Droit et justice se présente comme le seul parti polonais, le seul légataire de son identité. C'est une manière de présenter la gauche et la Coalition civique de Donald Tusk comme une opposition cosmopolite qui représente les intérêts de l'étranger», expliquait récemment l'historien Milosz Wiatrowski, spécialiste de l'histoire intellectuelle de la fin du XX^e siècle, à l'*Humanité*.

La victoire de Karol Nawrocki consolide ainsi les réseaux de Donald Trump en Europe (lire ci-contre). En mai, il s'est ainsi rendu à Washington pour s'entretenir avec le locataire de la Maison-Blanche. Avec le premier ministre hongrois, Viktor Orban, notamment, le nouveau président polonais devrait consacrer toute son énergie au démantèlement du projet européen, et du droit, sur une base réactionnaire au nom de la prétenue défense de la civilisation occidentale et de ladite menace sur les libertés civiles. ■

LINA SANKARI

À l'occasion de son dîner de gala, je découvre l'existence de la Force de défense de la diaspora (DDF). Sous le parrainage du porte-parole de l'armée israélienne en France, Olivier Rafowicz, les invités sont conviés à faire des dons et faire monter les enchères – 5 000 euros pour chaque nouvelle étape. C'est amusant (non). Le but ? «Défendre l'image d'Israël» (bon courage!) et «remporter la guerre de la vérité (...) avec des faits objectifs». Le moyen ? Un petit jeu ludique pour «faire passer la vérité historique (...) aux cerveaux kidnappés par les ennemis de la vérité» (merci la syntaxe!).

«Les jeunes ne connaissent rien», annonce l'animatrice Charlotte Tapirò. Ce mépris pour toute une génération est sidérant. Formulée tel un petit problème arithmétique d'école primaire, une des questions demande aux participants de calculer le pourcentage de civils morts à Gaza. Un «jeu-concours» conçu par le diable lui-même apparemment. Quant à la journaliste Laurence Ferrari, venue recevoir une récompense pour son soutien à Israël, elle clame

Washington cherche des «alliés civilisationnels» en Europe

Un texte du département d'État américain prolonge le réquisitoire de J.D. Vance contre les gouvernements européens et assume la stratégie de favoriser l'internationale réactionnaire.

C'est un texte rédigé par un obscur conseiller du bureau pour la démocratie, les droits humains et sociaux du département d'État américain, mais dont la portée dépasse l'absence de notoriété de son auteur. Titré «Le besoin d'alliés civilisationnels en Europe», il confirme le changement radical d'optique de la diplomatie états-unienne depuis le retour de Donald Trump. Lors d'un discours à Munich, J.D. Vance, le vice-président, avait lancé l'offensive, dressant un stupéfiant réquisitoire contre les pays européens. Samuel Samson – c'est le nom du conseiller – reprend et prolonge. Il dénonce «une campagne agressive contre la civilisation occidentale elle-même». Et les principaux auteurs de cet assaut seraient les gouvernements desdits pays. Ces derniers sont accusés d'avoir «transformé les institutions politiques en armes contre leurs propres citoyens et contre notre héritage commun», dans son acceptation, le grec, le latin, le christianisme médiéval... «Loin de renforcer les principes démocratiques, l'Europe est devenue un foyer de censure numérique, de migration massive, de restrictions à la liberté religieuse et

de nombreuses autres atteintes à l'autonomie démocratique», accuse-t-il, comme si un projet global était à l'œuvre de la part des pouvoirs européens.

À l'instar de J.D. Vance, l'auteur déforme voire travestit les faits. Ainsi, une loi allemande contre les propos racistes devient la «mise en place de systèmes sophistiqués pour surveiller et censurer les discours en ligne sous prétexte de lutter contre la désinformation et de prévenir les offenses». Nouvelle déformation

Trump renoue avec la notion néoconservatrice de «changement de régime».

de la réalité avec le sort de Marine Le Pen, «accusée de détournement de fonds et, contrairement à la procédure habituelle, immédiatement interdite de se présenter». Enfin, l'Union européenne en prend pour son grade puisque la loi sur lessives numériques de l'UE, «censée protéger les enfants contre les contenus préjudiciables en ligne, est au contraire utilisée pour faire taire les voix dissidentes grâce à une modération orwellienne des

contenus». On devine aisément l'ombre portée de la Big Tech derrière cette assertion. «Nos préoccupations ne sont pas partisanes, mais fondées sur des principes. La suppression de la liberté d'expression, la facilitation des migrations de masse, le ciblage de l'expression religieuse et l'affaiblissement du choix électoral menacent les fondements mêmes du partenariat transatlantique», résume l'auteur.

Construite sur des fondations plus qu'imprécises, la démonstration n'a, en fait, qu'un seul but, contenu dans le titre. Washington n'entend pas passer des alliances avec les gouvernements élus sur une base qu'il lui conviendrait mais appelle à l'arrivée au pouvoir de nouveaux «alliés civilisationnels», soit l'extrême droite. Par petites touches, l'administration Trump renoue avec la notion néoconservatrice de «changement de régime». Ici, il ne sera pas question d'imposer la démocratie à coups de canon, mais de favoriser l'internationale réactionnaire par pressions multiples. Avec l'élection de Karol Nawrocki à la présidence polonaise (lire page 11), le locataire de la Maison-Blanche disposera d'un point d'appui encore plus solide. ■

CHRISTOPHE DEROUBAIX

REGARD SUR LE MONDE, LA CHRONIQUE DE CHARLOTTE RECOQUILLON



affamés, vraiment ?! «Nous avons perdu la guerre médiatique, (...) mais consolez-vous car Israël a gagné la guerre réelle», poursuit-il pour rassurer l'audience.

Personnellement, je ne crois pas qu'Israël a perdu la bataille médiatique, sinon cette soirée aurait été interdite. Sinon elle aurait eu lieu dans la clandestinité. Mais il n'en est rien. Le représentant palestinien aux Nations unies fond en larmes en évoquant les deuils de ses compatriotes et Israël annonce 22 nouvelles colonies en Cisjordanie. Mais vous savez qui a perdu la guerre médiatique ? Les 200 journalistes assassinés à Gaza au cours des dix-huit derniers mois. Et tous ceux qui débattent encore de la validité du terme «génocide». Il n'y a pas de mot qui peut décrire l'horreur, l'abomination, l'effroi, la cruauté de ce qu'il se passe. Aucun mot ne suffit. Il faudra pourtant en trouver pour juger les coupables, les complices, les lâches. Il en faudra pour raconter, assumer, expliquer. Et il en faudra pour vivre ensemble. Mais, là, je ne sais pas lesquels. ■

Le gala du diable

fièrement se sentir «comme à la maison ici». Alors que les alliés d'Israël se succèdent à la tribune, Gilles-William Goldnadel franchit sans complexe de nouvelles limites avec des propos d'un racisme insoutenable. «On connaît les tristes règles de notre monde moderne et entre un État juif, occidental, blanc et des terroristes basanés, il n'y avait pas photo», se lamenta-t-il. «Des terroristes basanés» pour parler des Palestiniens, des bébés calcinés et

Yaël Gvirzman, une voix pour les victimes du 7 octobre

Elle a plaidé devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda, la cour spéciale pour la Sierra Leone, le tribunal pour l'ex-Yougoslavie, la Cour pénale internationale. Elle a défendu des suspects, représenté des victimes. « Je travaille dans les atrocités », dit-elle en un français impeccable. Inscrite au barreau de Tel-Aviv après des études de droit à Strasbourg (Bas-Rhin), l'avocate Yaël Gvirzman représente aujourd'hui 400 victimes des attaques perpétrées par le Hamas le 7 octobre 2023. Des otages, des rescapés, des proches de défunts ; 20 nationalités différentes sur les 40 touchées ce jour-là. Tous unis, dit-elle, dans la solidarité absolue du malheur. « Mais déchirés sur la façon d'y mettre fin. » « Ils se demandent s'ils peuvent faire confiance au gouvernement qui détermine leur destin. »

« La violence du gouvernement Netanyahu est une trahison de plus. »

Le 7 octobre 2023, pour Yaël Gvirzman, c'est un réveil sous les missiles à 6 h 29 du matin. Les deux jeunes enfants qu'on abrite à la va-vite dans la cage d'escalier du vieil immeuble, l'œil rivé sur le téléphone portable. Le « dévoilement progressif des atrocités en cours », certaines filmées et diffusées en direct sur les réseaux sociaux. « L'angoisse existentielle » pour sa sœur, installée dans le Sud à 9 kilomètres de la frontière avec Gaza et restée longtemps injoignable ce jour-là. « L'attaque systématique et généralisée, contre une population civile, dans au moins 28 sites distincts, c'est la définition même du crime contre l'humanité, accuse Yaël Gvirzman. Israël n'avait jamais connu ça. »

ELLE RÉCUSE LE TERME DE GÉNOCIDE

Confrontée à un « tsunami de besoins », la société civile s'organise. Le 8, puis le 10, des « bénévoles » appellent l'avocate. « Personne ne leur parlait. Ni la police, ni l'armée, ni les parlementaires, ni les services de secours. » Alors que l'identification des victimes vient tout juste de commencer et qu'une riposte aveugle et massive s'abat déjà sur Gaza, Yaël Gvirzman part à la pêche aux informations. Elle joint un confrère au

JUSTICE Cette avocate israélienne défend 400 personnes - otages, rescapés, proches de défunts - visées par le Hamas en 2023. Elle était à Paris pour les besoins de l'enquête ouverte par le parquet antiterroriste.



Comité international de la Croix-Rouge, organise un Zoom, le bouche-à-oreille fonctionne. Dès le 15, devant la Cour pénale internationale, elle représente 37 victimes directes. Parmi elles, quatre sont françaises : elle saisit aussitôt le parquet national antiterroriste. Aujourd'hui, 400 victimes lui font confiance. Parmi elles, cette femme de 80 ans qui avait appris l'arabe. Cet agriculteur, libéré au bout de cinq cents jours, qui promet à ses geôliers de revenir une fois

la paix rétablie. Bien des victimes du 7 octobre étaient « des activistes de la paix, des progressistes », dit Yaël Gvirzman. « Ils n'ont jamais voulu la guerre ». Au sein de l'association October 7 Justice Without Borders, qu'elle a fondée, cinq juristes et une enquêtrice œuvrent au recueil de preuves avec, dans leur viseur, « les auteurs directs mais aussi indirects des attaques ». « La guerre est une obscénité », insiste Yaël Gvirzman, qui décrit une société

israélienne « en crise ». Aujourd'hui, l'idée de combattre « déchire » de nombreux réservistes et la guerre, elle-même, pose de plus en plus de questions. « Jusqu'à quand ? » demande l'avocate. « C'est quoi, les objectifs ? » « La violence du gouvernement Netanyahu est une trahison de plus des citoyens israéliens », estime Yaël Gvirzman, qui dénonce un « nettoyage ethnique » en territoire palestinien. Un génocide ? En dépit des destructions systématiques, de la famine, du bombardement des écoles, des hôpitaux, en dépit des dizaines de milliers de morts, l'avocate israélienne récuse le terme. À Gaza, dit-elle, « il y a de la souffrance, une crise humanitaire, des civils qui souffrent ». « Être pro-Palestiniens ne veut pas dire être anti-Israéliens, veut-elle croire. Il n'y a pas que deux choix ». Des « ponts » peuvent être créés. La vérité, dit-elle, « peut soigner ».

Il y a douze ans, Yaël Gvirzman a fondé à Tel-Aviv une « clinique du droit ». Elle y enseigne le droit international humanitaire, sur lequel elle assure porter un « regard cynique » parce qu'il « organise » la guerre et l'occupation au lieu de les empêcher. Depuis deux ans, les demandes d'inscription affluent. Elle veut y voir l'intérêt d'une

« Être pro-Palestiniens ne veut pas dire être anti-Israéliens. Il n'y a pas que deux choix. »

génération pour les « valeurs universelles » et sa volonté de défendre une démocratie attaquée par le gouvernement. Jusqu'à présent, dans le cadre d'une commission ad hoc, seule l'armée israélienne enquête sur les lieux touchés par les attaques du 7 octobre. « Des mouvements réclament une commission indépendante, y compris sur la guerre en cours », indique l'avocate. D'autres se demandent « quelle structure juridique » sera capable de juger ces crimes inédits. « Ce sont des questions légitimes, estime l'avocate. Plus le temps passe, plus il est difficile de ne pas se les poser. » ■

Élisabeth Fleury

La fentomycine-1, une arme contre le cancer?

BIOCHIMIE C'est une avancée importante dans la recherche contre la maladie. Des scientifiques français ont conçu une nouvelle classe de molécules capables de détruire, par oxydation du fer, des cellules résistantes à la chimiothérapie et aux traitements conventionnels.

Le laboratoire de Raphaël Rodriguez,
où ont été créées les molécules capables de
détruire des cellules cancéreuses. ART IN RESEARCH



Une équipe de recherche française pilotée par des scientifiques du laboratoire Chimie et biologie des cancers, unité mixte CNRS-Inserm-Institut Curie, vient de mettre au point une nouvelle classe de petites molécules capables de détruire des cellules cancéreuses réfractaires aux traitements standards et responsables des récidives. Leurs résultats précliniques prometteurs sont publiés dans la revue *Nature*.

Aujourd'hui, les traitements anticancéreux ciblent les cellules tumorales primaires qui prolifèrent vite, mais ils ne permettent pas d'éliminer les cellules cancéreuses à potentiel métastatique, qui sont responsables de 70 % des décès par cancer. Grâce à une chimie innovante développée par l'équipe dirigée par Raphaël Rodriguez, directeur de recherche CNRS à l'Institut Curie de Paris, l'équipe de scientifiques a conçu une molécule thérapeutique bifonctionnelle appelée « fentomycine-1 » (ou Fento-1), qui pénètre dans les cellules cancéreuses résistantes. Il s'agit d'un composé qui cible le fer accumulé dans les cellules tumorales réfractaires, ce qui provoque des réactions en cascade conduisant à la mort de ces cellules par un phénomène récemment mis en évidence, la « ferroptose ».

En effet, « ces cellules, explique Raphaël Rodriguez, utilisent du fer en abondance afin de pouvoir s'adapter aux traitements actuels et former des métastases ». Or le fer constitue la force et la faiblesse de ces cellules. D'un côté, il est nécessaire à la transformation des cellules tumorales primaires en cellules métastatiques et, d'un autre côté, s'il s'accumule en trop grande quantité, il provoque leur mort par oxydation. « Le fer catalyse l'oxydation des lipides dans les membranes biologiques, écrivent les auteurs de l'article, et favorise une forme de mort cellulaire appelée ferroptose. »

UN PROCESSUS NATUREL QUI PROVOQUE LA DÉGRADATION OXYDANTE DES MEMBRANES

Il s'agit d'un processus naturel qui provoque la dégradation oxydante des membranes des cellules catalysées par le fer. Or, les ions ferreux transitent par des petites structures sphériques nommées « lysosomes », qui sont chargées de dégrader les débris cellulaires et

les particules étrangères. C'est ainsi que les scientifiques ont cherché l'endroit où, dans la cellule, la peroxydation des lipides des membranes est initiée par le fer. Réponse : dans le lysosome, qui est, « de manière caricaturale, décrit Raphaël Rodriguez, l'appareil digestif de la cellule où le fer se trouve en abondance ». Pour parvenir à localiser cette concentration ferreuse, il explique que son équipe a utilisé « une série de techniques qui implique de la synthèse organique de molécules bioactives et le développement de prototypes de médicaments, pour identifier où, dans les cellules cancéreuses agressives, se trouve le fer en abondance afin de pouvoir activer la catalyse d'oxydation des membranes et la mort cellulaire ».

UNE RÉDUCTION DU VOLUME DES TUMEURS ET DE LA CROISSANCE TUMORALE

La molécule Fento-1 a même été conçue par les chercheurs de manière à être luminescente, afin de pouvoir la visualiser dans la cellule par microscopie de fluorescence et confirmer sa localisation dans les lysosomes. « Nous avons conçu, écrivent les auteurs de l'article, une petite molécule activatrice du fer lysosomal – la fentomycine-1 – pour induire la dégradation oxydative des membranes cellulaires et, en fin de compte, la ferroptose. » Ils en concluent que « le contrôle de la réactivité du fer donne des avantages thérapeutiques et confirme que le fer lysosomal est une cible médicamenteuse ».

Après avoir administré la molécule Fento-1, les chercheurs ont montré son potentiel thérapeutique dans des modèles précliniques de cancers métastatiques du sein et du pancréas, mais aussi en laboratoire sur des biopsies, des tumeurs prélevées chez des patients et chez des souris. Ils ont observé une réduction significative du volume des tumeurs et de la croissance tumorale, avec une excellente tolérance au traitement. Toutefois, des études cliniques sont encore nécessaires pour démontrer que cette capacité d'induire la ferroptose pourra être une voie thérapeutique complémentaire aux chimiothérapies dans la lutte contre les cancers. À quel horizon peut-on l'envisager ? « Quelques années, répond Raphaël Rodriguez. Il est nécessaire de faire encore des études de pharmacologie et de toxicité. » ■

ANNA MUSSO

« Le contrôle de la réactivité du fer donne des avantages thérapeutiques. »

LES CHERCHEURS DE L'UNITÉ MIXTE CNRS-INSEMR-INSTITUT CURIE



L'AFPS/LE RAPPORT/ABACA

LA CHRONIQUE MATHÉMATIQUE DE CÉDRIC VILLANI

Injustice millénaire

le relais pour confiner les jeunes femmes dans des rôles convenus. Et c'est ainsi que nos meilleures filières de mathématique ou d'informatique comptent à peine 10 à 15 % de femmes. France et Allemagne, nations historiques de mathématique s'il en est, ont été ravagées par ces clichés tenaces – et d'ailleurs les deux seules médailles Fields à ce jour sont issues respectivement des cultures perse et slave...

Primates prosociaux

ÉTHOLOGIE En Éthiopie, des singes sauvages font preuve d'une forme d'empathie grâce à leurs échanges vocaux à l'occasion d'une agression.

Des chercheurs français, italiens et éthiopiens révèlent que des singes géladas sauvages, qui vivent sur des hauts plateaux éthiopiens, utilisent des signaux vocaux pour se reconforter après des disputes entre congénères. Deux des coauteurs, Luca Pedruzzi, docteur en éthologie, et Alban Lemasson, professeur à l'université de Rennes-I, expliquent dans *The Conversation* que leur étude a permis de détecter chez les géladas un comportement dit « prosocial ». La prosocialité désigne l'ensemble des actes en direction de l'autre pour s'entraider et se reconforter. Chez l'humain, c'est tout simplement l'empathie. Or, l'éthologie, l'étude du comportement animal, montre que la prosocialité n'est pas le propre de l'humain. En effet, des formes existent chez certains primates et chez des corvidés. Chez les singes géladas, elle s'exprime par des échanges vocaux.

Pendant six mois, les chercheurs ont suivi des groupes de géladas pour recueillir des données *in vivo* sur la façon dont ces singes perçoivent et réagissent aux signaux vocaux dans la nature. Leurs résultats établissent que les géladas comprennent les enjeux des interactions sociales. De plus, ces animaux sauvages font la différence entre un conflit non résolu et une réconciliation. Les chercheurs constatent ainsi que l'empathie et la compréhension sociale ne nécessitent pas la maîtrise des mots. Cette capacité à se représenter ce que l'autre ressent suppose une écoute attentive et des échanges vocaux significatifs. Conclusion : les capacités d'écouter, de comprendre et de consoler un congénère sont partie intégrante de la vie sociale des primates. ■

A. M.

Disons-le sans barguigner : le plan de soutien à l'engagement des jeunes femmes en mathématique, annoncé début mai par la ministre de l'Éducation nationale, Élisabeth Borne, est une excellente nouvelle. Sans méconnaître tous les autres maux qui frappent, hélas, notre vénérable système éducatif – sous-salaires, sous-formation, sur-administration, sur-tension –, il était urgent que le gouvernement se mit en croisade, enfin, contre une injustice emblématique. La sous-représentation des femmes en mathématique, c'est une longue histoire patriarcale. La grande Émilie du Châtelet, la grande Sophie Germain, la grande Sofia Kovalevskaya, durent toutes redoubler de ruse et de courage pour déployer leur talent mathématique alors que les universités européennes et les Académies des sciences étaient fermées aux femmes, et que la presse les assignait à la cuisine et au berceau. Au temps de la Révolution française, il fallut bien plus de temps pour se décider à admettre une femme à l'Académie des sciences que pour trancher la tête du roi !

Une fois les interdits révoqués, ce sont les stéréotypes, redoutables biais cognitifs, universels et implacables, qui prirent

On trouvera une mine d'informations supplémentaires chez d'excellentes autrices comme Clémence Perronnet (*La bosse des maths n'existe pas*), Aude Bernheim et Flora Vincent (*l'IA, pas sans elles*), Isabelle Régnier ou Isabelle Collet. Le sujet était bien présent dans mes deux rapports au gouvernement de 2018, sur l'éducation mathématique et sur l'intelligence artificielle – mais la sauce n'a pas pris alors, ni au gouvernement ni dans l'opinion publique. En 2024, le casting de la grand-messe algorithmique de Vivatech l'attestait : 11 hommes sur les 12 premières personnes intervenantes.

C'est pourquoi est bienvenu le plan d'Élisabeth Borne, qui a travaillé ce sujet depuis des années et y apporte un nouvel élan : mise en valeur médiatique, formulation d'objectifs chiffrés, voire de quotas – légitimes contre une injustice systémique – et mise en place de projets. Mais ce doit aussi être notre lutte commune, contre la fatalité millénaire qui voudrait que la brillante mathématique, et sa puissante soeur moderne l'algorithmique, restent affaires d'hommes. ■

Exposition « Fêtes et célébrations flamandes », au palais des Beaux-Arts de Lille. Au centre, le tableau *Le roi boit*, de Jacob Jordaens (1640).
MAXIME DUFOUR PHOTOPHOTOS



La fête, avec la tête à l'envers

ÉVÉNEMENT Parmi les dizaines de manifestations de la nouvelle édition de Lille 3000, les expositions du palais des Beaux-Arts et du Tripodal impriment leur marque, de Brueghel à l'art d'aujourd'hui.

Lille (Nord), envoyé spécial.

La première peinture que l'on découvre au palais des Beaux-Arts de Lille, pour son exposition « Fêtes et célébrations flamandes », de l'école des Pays-Bas méridionaux entre 1576 et 1585 représente un massacre de masse avec au premier plan des corps nus de femmes et d'enfants, un peu plus loin les tueurs achèvent un homme. Dans la rue principale de ce qu'on nous dit être Anvers, la tuerie est à perte de vue devant un horizon de flammes. Le tableau s'appelle *la Furie espagnole*. Du 3 au 7 novembre 1576, une

partie de la soldatesque d'occupation a mis la ville à sac en faisant sans doute 8 000 morts ou plus.

Singulière entrée en matière dans l'une des principales expositions de la nouvelle édition de Lille 3000, ouverte en mai dernier sur le thème précisément de la fête, Fiesta 2025. On se souvient que c'est en 2004 que Lille, désignée alors comme capitale européenne de la culture, avait ouvert le cycle, de trois ans en trois ans, d'une manifestation culturelle impliquant toute la métropole avec de multiples expositions et manifestations, ouverte chaque fois par une grande parade... La fête donc, à rebours de l'air du temps ? Un choix assumé par la désormais ex-maire socialiste de Lille Martine Aubry, démissionnaire depuis quelques mois, qui n'est pas celui de l'insouciance, mais au contraire celui d'affirmer face aux temps que nous vivons la volonté de ne

pas plier, un peu plus que ce qu'on appelle la résilience, la volonté de vivre, rire, danser, être humain... C'est bien le sens de l'exposition du palais des Beaux-Arts. La fête flamande, peinte par Brueghel, Rubens, Jordaens et bien d'autres, soit ici une centaine d'œuvres, répond à la violence du temps avec les épidémies, l'occupation espagnole, que rappellent les premières toiles. La fête, dit Juliette Singer, commissaire de l'exposition et directrice du lieu, « constitue un moment crucial pour relâcher les tensions et renforcer le tissu social ». La vigilance n'en demeure pas moins. Des hommes en armes veillent sur les grandes manifestations...

UN CLIN D'ŒIL À MARILYN MONROE

Si le palais des Beaux-Arts présente aussi une grande installation de Felice Varini, avec ses « morceaux » de couleur sur les colonnes et les murs qui se rejoignent en un point de vue précis, formant une figure dans l'espace, c'est pour l'essentiel au Tripostal et à la gare Saint-Sauveur que l'art moderne et contemporain a pris place. Et quelle place, dans le vaste lieu qu'est le Tripostal, avec sur trois étages l'exposition « PomPom Pidou », consacrée, comme son nom le suggère, en plus d'un clin d'œil à Marilyn Monroe, aux œuvres du Centre Pompidou, en instance de fermeture pour travaux. D'où la volonté de ce dernier de diffuser largement des pans de son immense collection de quelque 140 000 œuvres dans des lieux choisis, comme actuellement aussi le Centre Pompidou-Metz, et prochainement à Monaco.

Au Tripostal, il ne s'agit pas d'une illustration du thème de la fête. La fête est dans la richesse de la proposition parcourant l'histoire de l'art, des avant-gardes du XX^e siècle à nos jours, depuis Sonia et Robert Delaunay, Marcel Duchamp, avec aussi de belles découvertes comme une toile de l'artiste pop Kiki Kogelnik, trop méconnue en France, *It Hurts with a Scissor* (« elle se blesse avec des ciseaux », 1975-1976) ou le très cocasse *Mannequin* (1985) d'Alain Séchas, qui nous met littéralement la tête à l'envers.

**La résilience,
la volonté de vivre,
rire, danser,
être humain...**

depuis Sonia et Robert Delaunay, Marcel Duchamp, avec aussi de belles découvertes comme une toile de l'artiste pop Kiki Kogelnik, trop méconnue en France, *It Hurts with a Scissor* (« elle se blesse avec des ciseaux », 1975-1976) ou le très cocasse *Mannequin* (1985) d'Alain Séchas, qui nous met littéralement la tête à l'envers.

QUELQUES COUPS DE CŒUR

À la gare Saint-Sauveur, c'est à « La fête intérieure » qu'entend nous inviter, avec une vingtaine d'artistes d'aujourd'hui, le commissaire Fabrice Bousteau, privilégiant les expériences sensorielles, comme une évocation des derviches tourneurs, ou déroutantes, comme celle où des robots aspirateurs tournent en vain et sans but sur une plateforme dans une quête tellement absurde qu'elle finit par susciter un petit malaise.

Dans une programmation foisonnante, on ne peut faire autrement que signaler quelques coups de cœur. La maison Folie hospice d'Havré, à Tourcoing, célèbre les 50 ans du magazine *Métal hurlant*, qui vits ses créateurs Jean-Pierre Dionnet, Philippe Druillet et Moebius renouveler l'univers de la science-fiction et de la BD avec des cocktails explosifs d'humour, d'esprit rock, de provocation, créant en même temps la maison d'édition les Humanoides associés. À la Manufacture, à Roubaix, ancienne usine textile où l'on peut voir encore les métiers à tisser, la plasticienne Laure Prouvost, dans une installation mêlant plusieurs médias, propose une vaste et splendide tapisserie de 15 mètres de long. À la maison Beaulieu de Lomme, ville avec un passé lié aux cheminots, Mateo Maté fait circuler un petit train à travers des montagnes de journaux, *l'Humanité* y est, on a vérifié, évoquant l'actualité du monde. Et là, on confirme, ce n'est pas vraiment la fête. ■

MAURICE ULRICH

Palais des Beaux-Arts, jusqu'au 31 octobre. Tripostal, jusqu'au 9 novembre. Gare Saint-Sauveur, jusqu'au 27 juillet.
Toutes les infos sur : lille3000.com

La compassion pour boussole

EXPOSITION Le musée d'Orsay consacre une belle et forte rétrospective au peintre norvégien Christian Krohg (1852-1925). Un artiste engagé, maître d'Edvard Munch, portant une attention rare à la vie des humbles. Une première.

Voilà un beau portrait d'une jeune femme à l'allure singulièrement moderne peint en 1888 dans le fjord d'Oslo. Oda Lasson, par Christian Krohg, à qui le musée d'Orsay consacre une importante exposition titrée « Le peuple du Nord ». Ils se marieront quelques mois plus tard, quand bien même la fidélité n'est pas et ne sera jamais leur fort. Elle pose crânement, les mains sur les hanches, un large sourire aux lèvres, les cheveux dénoués tombant sur ses épaules et son éclatant chemisier rouge aux manches courtes. Elle est peinte où il expose au salon de 1882, ses rencontres avec Courbet, Manet, mais aussi les impressionnistes, ne le détournent pas de ses choix, quand bien même il semble avoir retenu de Caillebotte des cadrages audacieux (*Rue de village à Grez*, 1882, ou *Attention devant ! le port de Bergen*, 1884).

JOURNALISTE ET ÉCRIVAIN
Il est aussi journaliste et écrivain. En 1886, il publie un roman, *Albertine*. C'est l'histoire d'une ouvrière violée, menée à la prostitution. Le roman est saisi. Il peint alors une très grande toile, *Albertine dans la salle d'attente du médecin de la police* (1886-1887), avec la jeune femme attendant, tête baissée, devant la porte parmi des prostituées dont une nous prend à témoin avec le regard d'*Olympia*. C'est un manifeste, comme le sera trois ans plus tard une autre très grande toile appelée *la Lutte pour l'existence*, représentant un groupe d'enfants attendant dans une rue enneigée une distribution de nourriture.

Ce n'est pas son seul registre. Il peint ses amis, tel le dramaturge August Strindberg. On se dit que cet homme se tenant la tête (*Lendemain de fête*, autoportrait, 1883), pourrait bien avoir inspiré le célèbre *Cri* de Munch. Mais, partout, ce que l'on retient, c'est son attention aux plus humbles, dans les épreuves, la maladie, les plus rares bons moments. Sa série des couturières endormies devant une fenêtre est remarquable et émouvante. On s'en voudrait de ne pas signaler aussi le portrait de deux hommes, portant un insigne rouge à la boutonnier et sur leur chapeau, sobrement intitulé, ce qui en dit long : *Socialistes* (1888). Un seul regret, quelles qu'en soient les (bonnes) raisons, on aurait aimé plus que deux tableaux d'Oda Krohg. ■

« Christian Krohg. Le peuple du Nord », jusqu'au 27 juillet, au musée d'Orsay, Paris 7^e. Catalogue Hazan et musée d'Orsay, 196 pages, 39 euros.



Portrait de la peintre Oda Krohg (Maleren Oda Krohg), 1888, de Christian Krohg. NASJONALMUSEET/BØRRE HØSTLAND

Maximilien Luce, un peintre de l'humain à Montmartre

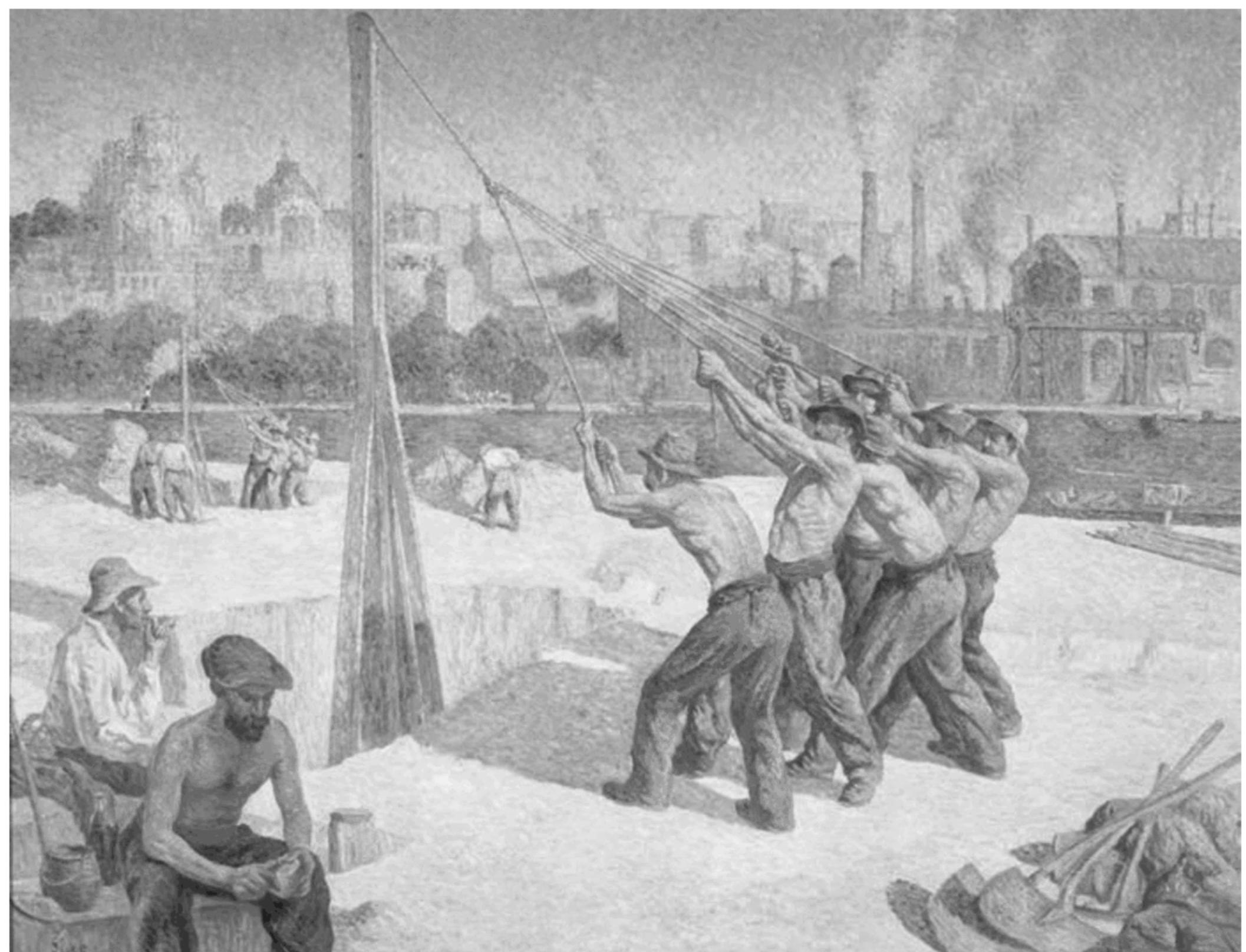
EXPOSITION Le musée, situé dans le nord de Paris, consacre un très bel événement à un artiste familier du quartier à la fin du XIX^e siècle. Le néo-impressionniste et anarchiste, qui a vécu sur la butte, a peint des environnements marqués par la présence de l'ouvrier.

Au 12, rue Cortot, dans le 18^e arrondissement de Paris, le visiteur ne vient pas seulement contempler les œuvres présentées au musée de Montmartre. Il cherche une escapade en pleine capitale. Avant de pénétrer dans les salles d'exposition, il peut flâner dans les jardins fleuris et verdoyants de l'une des plus anciennes bâties du quartier. Le peintre parisien Maximilien Luce (1858-1941) a habité à quelques pas de là pendant treize ans, de 1887 à 1900. Certains de ses tableaux ont pour sujet la vie et les habitants de ce secteur en hauteur. Les commissaires mettent ainsi l'accent sur des toiles de paysage, mais il faut surtout déceler la régularité avec laquelle l'artiste a cherché à faire figurer les travailleurs dans l'espace, du plus petit point à une représentation plus centrale.

Né en 1858, il commence le dessin à l'adolescence, puis apprend la gravure et la peinture. Plutôt que de passer par les voies institutionnelles, il s'engage au sein de la Société des artistes indépendants et intègre des milieux contestataires. Pour ses opinions, il est incarcéré en 1894, à la suite d'une vague d'attentats anarchistes. Le politique s'affiche dans ses peintures, à l'instar du célèbre *Une rue de Paris en mai 1871*, sur les massacres de la « semaine sanglante » de la Commune. Reste que la majorité de l'œuvre de ce proche de Georges Seurat et de Camille Pissarro se voit dédiée aux terres qu'il a traversées. D'abord influencé par le néo-impressionnisme et le pointillisme, l'artiste a ensuite composé dans un style plus libre et fluide.

UNE GÉOMÉTRIE PARFAITE, CALQUÉE SUR L'EFFORT DES HOMMES

L'exposition tient compte de ces changements stylistiques, dévoilant d'abord des représentations typiques de l'époque. Ainsi Notre-Dame de Paris apparaît comme la cathédrale de Rouen par Claude Monet : des tons violacés et des courbes presque liquides. Rien à voir avec la force du spectaculaire *les Batteurs de pieux*,



Les Batteurs de pieux, de Maximilien Luce, 1903. PHOTO RMN/HERVÉ LEWANDOWSKI

épicentre de l'événement, à la géométrie parfaite et calquée sur l'effort d'un groupe d'hommes aux torses apparents. Outre la transformation des quais de la Seine, le fleuve étant un paysage régulièrement brossé par Maximilien Luce, c'est la solidarité entre les travailleurs que décrit le libertaire. Le sujet, viril et fraternel, émeut, et jamais l'architecture des villes n'écrase les individus.

Le peintre contestataire a toujours fait figurer les travailleurs dans l'espace.

Quand il se rend dans les verreries et les fonderies belges, dont celle de Charleroi, l'anticapitaliste esquisse encore le labeur sans misérabilisme. Les visages de ses personnages n'expriment ni la souffrance ni

la félicité. Maximilien Luce a aussi peint d'autres décors, plus lumineux, notamment les régions bretonnes et les alentours de Saint-Tropez. Jamais les humains ne quittent son regard d'artiste, y compris

lorsqu'il confectionne des assiettes sur lesquelles il portrait des baigneuses. Installé à Rolleboise, dans les Yvelines, à partir de 1917, il s'inscrit pleinement dans ce territoire francilien. Le musée de l'Hôtel-Dieu, à Mantes-la-Jolie, conserve une large partie de ses œuvres. ■

ÉLÉONORE HOUË

« Maximilien Luce, l'instinct du paysage », jusqu'au 14 septembre, au musée de Montmartre, Paris 18^e.
Rens. : museedemontmartre.fr

Une journaliste française ciblée par un tir israélien

LIBERTÉ D'INFORMER Amira Souilem, correspondante en Cisjordanie pour RFI et France 24, et ses confrères palestiniens se sont retrouvés sous le feu de l'armée israélienne.

Mercredi 28 mai, Amira Souilem, correspondante de France Médias Monde en Cisjordanie, a été la cible, avec une équipe de journalistes palestiniens, de tirs israéliens. Leur voiture était pourtant dûment identifiée « Presse », avec, à l'avant, deux journalistes qui portaient des gilets pare-balles également floqués. La reporter a pu vérifier, une fois de plus, les conditions impossibles d'exercice dans cette région du monde. La société des journalistes de RFI et le SNJ-CGT de France Médias Monde protestent vivement et souhaitent interroger la Fédération européenne des journalistes.

Jointe par téléphone, Amira Souilem raconte cette séquence hallucinante, au terme de trois mois de reportage pour le compte de RFI et de France 24. Ce travail, elle le fait pour témoigner des conditions d'exercice effroyables des journalistes palestiniens, en trois séquences : un reportage dans une école de journalistes à Jénine, une visite à la famille d'Ali Samoudi, « l'un des plus grands journalistes palestiniens, emprisonné depuis fin avril. Il avait été blessé il y a trois ans par une balle dans le dos aux côtés de la reporter palestinio-américaine d'Al Jazeera, Shireen Abou Akleh, morte après avoir reçu une balle dans le cou », raconte Amira.

Comme troisième élément, elle devait suivre dans son travail le journaliste palestinien de 33 ans Mohamad Mansour. « Je l'ai choisi parce qu'il s'est déjà pris une balle de sniper qui lui a traversé l'avant-bras l'an dernier », précise la reporter. Pendant le tournage, d'autres journalistes le préviennent d'une opération à proximité. « Il a sorti son casque et son gilet pare-balles de la voiture » pour s'y rendre sur le champ, témoigne

Amira Souilem. Elle avoue ne pas en mener large à ce moment-là : « La semaine dernière, l'armée israélienne a tiré sur des diplomates européens. Ils n'ont pas de limite », s'inquiète-t-elle. Le conducteur et son passager sont dûment identifiés comme journalistes, quand un tir retentit. La voiture a aussitôt reculé. Il s'agissait certes d'un tir de sommation, mais Mohamad s'est exclamé : « Ouf, ils n'ont pas prévu de nous tuer aujourd'hui. »

« LA PEUR EST LÀ, ÉVIDEMMENT »

L'affaire a beaucoup ému au sein de France Médias Monde. La société des journalistes de RFI et de France 24 a protesté dans un communiqué, dès dimanche, pour dénoncer « l'intimidation inacceptable » de cette équipe. « Les attaques et les pressions sur les journalistes en Cisjordanie occupée ont drastiquement augmenté, et entrent la couverture d'un conflit qui s'aggrave de jour en jour », relève la SDJ. De son côté, le SNJ-CGT « dénonce ces intimidations et apporte son total soutien aux journalistes visés et à tous les innocents du peuple palestinien ». « Informer n'est pas un crime », rappelle le syndicat, qui exige « le respect du droit international et la protection effective en zone de conflit ». « Tirer sur les journalistes, les mettre en danger, est une ligne rouge. »

Amira Souilem, de son côté, est administrative du travail fourni par ses collègues palestiniens : « La peur est là, évidemment », relève-t-elle. « Et ils ont conscience des dangers. Mais, pour eux, pendant ce tournant historique pour leur peuple, il est obligatoire de témoigner et de documenter, quels qu'en soient les risques. » ■

CAROLINE CONSTANT

Selon la SDJ, « les attaques et les pressions sur les journalistes en Cisjordanie occupée ont drastiquement augmenté ».



Pour le SNJ-CGT, « tirer sur les journalistes, les mettre en danger, est une ligne rouge ». RONALD SCHMIDT/AFP



PIERRE BERTRAND/HANS LUCAS/AFP

Fronde des salariés d'Ici, ex-France Bleu

RADIO Les équipes d'une trentaine de stations locales ont dénoncé les problèmes de la nouvelle formule imaginée par la direction parisienne.

Dès l'annonce du projet courant 2024, les salariés des antennes régionales craignaient le pire. Et le 6 janvier dernier, le réseau des antennes France Bleu est devenu Ici. 36 des 44 stations ont envoyé des lettres ouvertes à la directrice du réseau Ici, Céline Pigalle, et à son adjoint Yann Chouquet. Portée par Ici Roussillon, qui a posté la première missive, l'initiative a fait boule de neige et, en l'espace de deux semaines, le mouvement local s'est généralisé.

Les salariés y expriment leurs doutes et leur défiance quant à la stratégie proposée par la direction parisienne du réseau. Ils décrivent la perte d'autonomie des stations locales, un comble pour un projet qui revendique plus de proximité, les contenus fabriqués depuis Paris en décalage avec le territoire local, le robinet à musique imposé les après-midi ou encore les productions de vidéos à fournir pour les réseaux sociaux. Les courriers dénoncent la fatigue des salariés, des changements incessants des grilles des programmes, des cibles, des slogans, avec bien entendu des moyens sans cesse diminués.

DES AUDIENCES QUI CHUTENT

Les quelque 745 signataires s'inquiètent du devenir des antennes à la rentrée de septembre, transformées en « une radio en kit et sans âme, imaginée loin de nos territoires et s'appuyant sur des procédures infantilisantes et standardisées ». Mardi 27 mai, lors du CSE, selon un élu CGT, la direction a pratiqué une « câlinothérapie », arguant que les salariés n'avaient pas bien compris les transformations proposées. Cela n'a fait qu'ajouter de l'huile sur le feu.

Si la direction avait un doute sur le malaise des salariés et la viabilité du projet, les chiffres sont implacables : les audiences du premier trimestre 2025 ont montré une dégringolade pour cette nouvelle formule initiée en septembre. En un an, Ici a perdu 422 000 auditeurs. ■

CATHERINE ATTIA-CANONNE

MOTS CROISÉS N° 24 405 par Martial Dubois

**RETRouvez l'Humanité
sur Internet**

**Reportages, analyses,
entretiens, chroniques,
vidéos, directs...**

**Toute notre actualité
à portée de clic.**

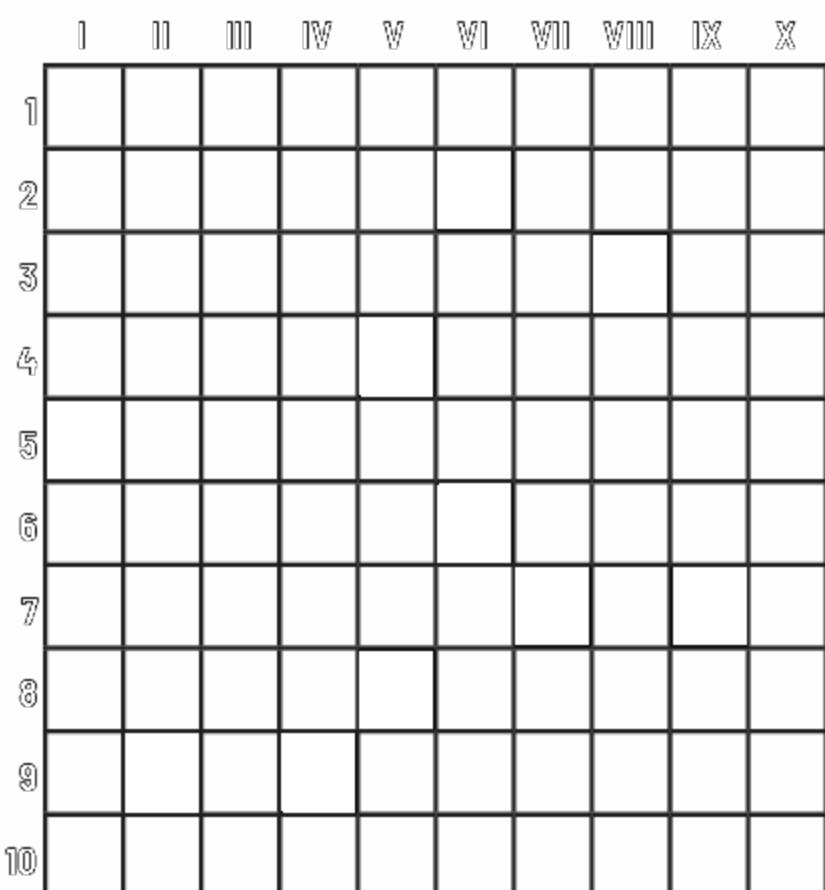
↗ www.humanite.fr

↗ facebook.com/humanite.fr

↗ twitter.com/humanite_fr

↗ linkedin.com/company/lhumanite

↗ Compte lhumanitefr
sur Instagram

**HORIZONTALEMENT**

- Prisons souterraines dans l'Antiquité romaine.
- Ni chaud, ni froid. Bouchon servant à obturer les écubiers.
- Bébé brebis. Dans le coup.
- Possessif. Écarteur chirurgical.
- Honnêtetés.
- D'un certain âge.
- Mauvais œil.
- Parcours scolaires.
- Porte préjudice à quelqu'un.
- Observée secrètement.
- Aigle d'Australie de très grande envergure.
- Qui produisent des produits collants et visqueux.

VERTICALEMENT

- Nation. Mettre bas.
- Puritanisme.
- Elles ont le cœur sur la main.
- Du tissu ganglionnaire.
- Ce qui donne du piquant.
- Flottante, c'est un entremets.
- Seul.
- Service à remettre.
- Fromage de lait caillé dans les Alpes.
- Matrice. Affluent de l'Adour.
- Note. Persiflages.
- Disposer des branches piquantes autour d'un jeune arbre pour le protéger.
- Saison.
- Accompagnées à la gauche d'une pièce de l'écu.

SOLUTION. HORIZONTALEMENT 1. Lutte. 2. Utens. 3. Purit. 4. Matrice. 5. Ganglion. 6. Flott. 7. Entrem. 8. Note. 9. Fromage. 10. Piquant. **VERTICIALEMENT** 1. Service. 2. Utens. 3. Purit. 4. Matrice. 5. Ganglion. 6. Flott. 7. Entrem. 8. Note. 9. Fromage. 10. Piquant.

l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion: agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 55
Publicité Comédiance. Olivier Valentin, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président
Actionnaires principaux SAS Fonds d'Humanité,

Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité
Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du 30 mai 2025 31 577 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100 % de fibres recyclées - IFDG. Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



**LES VOYAGES
de l'Humanité**

Turquie

TRAIT D'UNION
ENTRE ORIENT
ET OCCIDENT

DU 24 SEPT. AU 8 OCT. 2025 • À PARTIR DE 3 825 €*

LE +

Les visites se feront en présence de Pierre BARBANCEY, journaliste de l'Humanité ainsi qu'un accompagnateur LVI.

RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS 

LVI - TLC VACANCES
45, rue Gustave Nicolle 76600 LE HAVRE
Tél. 0235 21 82 44
www.tlcvacances.fr

* Tarif basé sur un groupe de 20 personnes payantes / Réduction de 5% sur le prix du voyage pour les abonnés de l'Humanité.

l'Humanité magazine **l'Humanité.fr**

**LES CROISIÈRES
de l'Humanité**

Chine

CROISIÈRE
AU FIL DU YANGTSE

DU 9 AU 20 NOVEMBRE 2025 À PARTIR DE 5 990€ TTC*

LE +

Avec vous à bord Dominique Vidal-Bari, ancienne correspondante de l'Humanité en Chine, elle donnera plusieurs conférences.

RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS

Rivages du Monde
01 83 79 94 60 

www.rivagesdumonde.fr/croisières-partenaires/lhumanité

l'Humanité magazine **l'Humanité.fr** **Humanité.fr**



Sécurité sociale et finances publiques: quelles réponses?

Dans son rapport annuel sur le financement de la Sécurité sociale publié le 26 mai, la Cour des comptes dresse un tableau alarmant de la situation. Le pouvoir macroniste avance son projet de TVA dite « sociale ».

Face au patronat et sa mise à mal des cotisations sociales, la solution passe par une augmentation des salaires et la création d'emplois.

Du débat pour l'abrogation de la réforme des retraites 2023, invariablement rejetée par les deux tiers de la population, la pseudo-concurrence retraites a dérivé sous la pression patronale vers un débat sur le financement de la protection sociale. Emmanuel Macron, président démontisé par son impopularité, montre son vrai visage: représenter les intérêts financiers, au détriment de l'immense majorité du pays.

Derrière cette annonce d'un président dont le seul pouvoir reste d'empêcher l'arrivée d'un gouvernement de gauche défaisant son programme, se cache la volonté du patronat de poursuivre la mise à mal du financement de la Sécurité sociale. Pas plus que les régimes de retraite, celle-ci n'est minée par une explosion des dépenses, qui au contraire est liée aux évolutions démographiques, aux besoins de prendre en compte l'autonomie due au vieillissement, à la dégradation des conditions de travail... et aux transferts de dépenses dus à la réforme des retraites, le risque de congé maladie étant certain à mesure que l'on est forcés à travailler plus tard. « Taillons dans les dépenses », c'est leur seul mot d'ordre. En miroir, le patronat veut tailler dans les recettes. Ainsi, le Medef revendique la suppression des cotisations patronales maladie et leur transfert vers la TVA sociale, assise sur la consommation : les conséquences en seraient forcément une augmentation des prix, sans aucune hausse des salaires pour autant, le seul bénéfice allant aux patrons. De plus, financer la Sécurité sociale par l'imposition renforce nécessairement un pilotage drastique des remboursements



DENIS GRAVOUIL
Secrétaire confédéral
de la CGT

des soins et des médicaments (sans déranger les industriels du médicament) et des arrêts maladie. La TVA ne peut jamais être « sociale », puisque c'est déjà l'impôt le plus injuste: sans progressivité, elle pèse sur les revenus de façon inversement proportionnelle, elle touche violemment les plus pauvres.

Alors, oui, ouvrons un débat sur le financement de la Sécurité sociale, à condition qu'il soit accompagné, comme depuis sa création par Ambroise Croizat sur la base du programme du Conseil national de la Résistance, de l'ensemble de ce qui la fonde: comment répondre à tous les besoins, comment asseoir son financement par la cotisation, laquelle ouvre des droits, et qui la gère ?

Derrière ce projet se cache la volonté du patronat de tailler dans les recettes.

La meilleure mesure pour les travailleuses et travailleurs est d'abord d'augmenter les salaires, pour permettre de mieux vivre au quotidien et pour partager les richesses, à contrario de la captation des revenus par le capital. Commençons par les salaires des femmes! « Travailler plus » disent-ils? Oui, mais pas en reculant l'âge de la retraite, mais, au contraire, en permettant aux femmes subissant les temps partiels d'accéder au temps plein. Oui, en changeant de politique industrielle et en développant les services publics pour permettre aux millions de travailleuses et travailleurs au chômage de trouver un emploi durable. Et il n'y a pas de tabou: l'augmentation des cotisations, notamment patronales, est posée. ■

POUR ALLER PLUS LOIN

Le rapport de la Cour des comptes « L'application des lois de financement de la Sécurité sociale » sur le site ccomptes.fr
Le dossier « Exemptions d'assiettes sociales: une attaque contre les droits des travailleur·ses » sur le site cgt.fr

Refusons la dévaluation sociale. Il faut renforcer la solidarité, la mutualisation et la contributivité grâce à une réforme fiscale et à la CSG.



JOCELYNE CABANAL
Secrétaire nationale
de la CFDT

Nous célébrons cette année les 80 ans de la création de la Sécurité sociale. Or, celle-ci est victime d'une offensive idéologique de grande intensité, émanant notamment des milieux conservateurs et du patronat. Il s'agit de supprimer les cotisations sociales, voire la CSG. L'habillage de ces propositions se présente comme habile. Il s'agit de faire que « le travail paie », quitte à jeter le discrédit sur les cotisations sociales.

Ce projet est qualifié de « big-bang », comme s'il s'agissait de sortir du néant. Dans les versions les plus abouties du discours, des propositions de financement de remplacement sont mentionnées. Toutes intègrent une hausse notable de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Et c'est là que le bâton blesse. En effet, pour équilibrer l'opération, l'augmentation de la TVA devra être importante, notamment sur les assiettes les plus larges, celles des biens et des services de consommation courante. Ce présumé big-bang serait une débandade pour la protection sociale, pour les travailleurs et pour les ménages. Ce serait une véritable dévaluation sociale. Il s'agirait en effet d'un transfert de charge des entreprises vers les ménages, dont le coût des consommations serait renchéri, et vers les travailleurs, dont la rémunération ne pourrait plus progresser, ce qui est d'ailleurs assumé comme tel! En effet, la nécessité de diminuer les cotisations sociales vise

aussi à imposer idéologiquement une hypothèse contestable : il serait impossible d'augmenter le partage de la valeur vers les travailleurs. Alors, pas question, pour les auteurs de ces projets, qu'une hausse des salaires vienne compenser cette augmentation de la TVA dans les années qui la suivraient ! De plus, la

TVA serait attribuée à la Sécurité sociale au bon vouloir de l'État, qui ne recrigne pas à s'en servir comme levier pour durcir l'accès au droit, par exemple pour les demandeurs d'emploi... et pour garder le plus possible de TVA, surtout en période de tension sur les finances publiques. Cela fragiliserait la Sécurité sociale, au moment où le vieillissement de la population, l'augmentation du nombre de maladies chroniques, la perte d'attractivité des métiers du soin et du prendre-soin connaissent une dynamique importante. Alors, oui, nous devons travailler à l'efficience de notre protection sociale. Et, oui, il nous faut prévoir le financement de nos priorités et lutter contre les dépenses inutiles, comme celles liées à la financiarisation de certains secteurs.

Répondre aux enjeux des finances publiques doit passer par un renforcement de la solidarité, la mutualisation et la contributivité. Les efforts doivent être équitablement partagés, par exemple avec une hausse de la contribution sociale généralisée (CSG), en particulier de la CSG patrimoine et de la CSG placement. Cela passera également par une réforme fiscale pour plus de progressivité et une conditionnalité des milliards d'aide aux entreprises, notamment à des critères sociaux, environnementaux, et de renforcement du dialogue social. ■

Les efforts doivent être équitablement partagés, avec une hausse de la CSG par exemple.

PETITES ET GRANDES HISTOIRES DE LA FÊTE



Les soutiens du journal sont venus en famille, à Vincennes. On y débat droits sociaux, et droits des femmes, souveraineté des peuples.

À l'occasion de la 90^e édition de sa Fête, *l'Humanité* en retrace l'épopée en 20 dates clés

« L'Huma dans toutes les mains, l'Huma sur tous les chemins ! »

1954

ans le sud-est de Paris, une nouvelle ville voit le jour. Vincennes et son bois deviennent ce dimanche 5 septembre « la capitale de la France », annonce *l'Humanité* dans son édition du jour. La Fête de 1954 célèbre trois anniversaires : le cinquantenaire de la création du journal, les 25 ans des comités de défense de *l'Humanité* (CDH) et le 85^e anniversaire de Marcel Cachin, directeur du journal.

Dans les allées, le public témoigne d'un réel attachement à cet événement annuel. « Fête géante hier à Vincennes », titrait en une l'organe du Parti communiste du 6 septembre avant de poursuivre dans son éditorial : « *Fête unique par son ampleur et sa portée, par son caractère populaire et humain, par les dévouements qu'elle suscite, par l'incomparable richesse de sentiments qu'elle exprime. Ici les mots ont un sens. C'est la Fête de l'Humanité. La Fête d'un journal d'un demi-siècle de luttes ouvrières, écrit souvent à l'encre rouge sur lequel le sang de Jaurès, de Péri et de Sampaix mêlé fait une estampille de vérité et d'attachement inaltérable à une cause pure.* »

Devant les multiples menaces qui continuent de peser sur le journal, sa survie reste au cœur des préoccupations. Cinquante ans après sa fondation en avril 1904 par Jean Jaurès, Marcel Cachin appelle dans son éditorial du 3 septembre les lecteurs, les travailleurs et le peuple de France à venir soutenir le seul quotidien qui les défend alors que « *les autres journaux sont possédés, dirigés, contrôlés par les financiers, les trusts et les gouvernements au service exclusif de leurs exploiteurs.* ». Pour écarter cette menace, un bon de soutien a vu le jour deux ans plus tôt. Il est vendu par les militants communistes afin de soutenir le journal et accéder à la Fête à un tarif préférentiel. « *Depuis toujours, les gouvernements réactionnaires de toutes nuances ont en effet poursuivi et souvent emprisonné nos collaborateurs. Nul de nous ne fut épargné depuis un demi-siècle !* » écrit-il, en remerciant chaleureusement les 40 000 CDH qui assureront la diffusion du journal.

LE QUOTIDIEN IMPRIMÉ SUR PLACE

Sous un immense chapiteau éclatant de bleu, de jaune et d'orange, toute la journée de dimanche, le stand du journal attire la foule dans l'odeur d'encre fraîche et aux cris de « *L'Huma ! Édition spéciale !* », « *Demandez le numéro spécial de l'Humanité* ». La vedette de la Fête est le quotidien imprimé pour la première fois sur place et en présence de ses lecteurs. Quatre éditions sont réalisées grâce aux linos et aux typos qui composent chaque jour *l'Humanité*. Ces numéros estampillés « *spécial de la Fête* » sont

En 1954, la paix est l'un des thèmes phares de la Fête, qui célèbre aussi le 50^e anniversaire du journal. Pour la première fois, les stands autour de journaux étrangers « frères » se réunissent au sein d'une Cité internationale.

imprimés par la presse qui publia durant l'occupation allemande les numéros de *l'Humanité* clandestine. « *La rue Cadet n'était plus quelque part dans le 9^e arrondissement de Paris : la rue Cadet était à Vincennes, étonnante de vérité, avec ses façades, son marché, ses voitures des quatre-saisons comme le dit la chanson que nous fredonnions hier : « L'Huma dans toutes les mains, l'Huma sur tous les chemins ! »* » écrit la journaliste Nelly Feld. Un clin d'œil à Éric Amado, qui chante cette année-là sur la Grande Scène la *Valse de l'Huma*, composée par Pierre Gamarra et Jean Wiener et dont le titre est vendu sur place.

Impossible fête sans « *l'union féconde du peuple, de ses ouvriers et de ses artistes* », décrit *l'Humanité* du 6 septembre 1954. Une union symbolisée au stand *l'Humanité*, où Marcel Cachin et Étienne Fajon reçoivent un accueil chaleureux. De nombreuses rencontres s'y déroulent en présence d'écrivains dont Louis Aragon, Elsa Triolet, Jean-Pierre Chabrol, Vladimir Pozner, ainsi que les dessinateurs Jean Effel, Louis Mitelberg, José Cabrero Arnal. L'art est à portée de main à Vincennes et la culture est « *un objet de*

LES CDH INVITÉS D'HONNEUR DU JOURNAL

La Fête de 1954 met en avant le rôle essentiel des membres des comités de défense de *l'Humanité* (CDH). Vingt-cinq ans après leur création, ils sont désormais 40 000. Une quarantaine sont invités par le journal à la Fête de *l'Humanité*, après avoir été désignés par leurs camarades de vente. Ils sont accueillis le dimanche matin avec les membres du bureau politique du PCF. L'après-midi, le directeur adjoint, Étienne Fajon, qui les remercie dans son allocution, les a invités à monter sur scène afin de leur remettre solennellement un diplôme d'honneur. La foule « *les fêtera comme les meilleurs défenseurs du journal du peuple* », écrit *l'Humanité*.

partage ». D'ailleurs, l'affiche de la Fête a été réalisée par l'artiste peintre et créateur Jean Lurçat. La réalisation de la Grande Scène a, elle, été confiée à l'architecte Pierre Chazanoff. Un concours du plus beau stand est organisé avec, dans le jury, des personnalités comme Elsa Triolet ou Fernand Léger.

En ces temps de guerre froide, la paix est l'un des enjeux phares de la Fête 1954. Dans son allocution sur la Grande Scène, Étienne Fajon, directeur adjoint du journal et membre du PCF, soulève : « *Aujourd'hui, malgré les pressions inouïes des milliardaires américains, la guerre d'Indochine est arrêtée et la CED (Communauté européenne de défense - NDRL) balayée. C'est une immense et double victoire. C'est la victoire des forces de paix dans le monde.* » Face aux va-t-en guerre et à la militarisation, « *défendre la paix, le bien le plus précieux des hommes* » reste une identité forte du journal qui, en cette année 1954, innove en créant une Cité internationale.

UNE VICTOIRE CONTRE LA MILITARISATION EN EUROPE

Si des journaux et des organisations politiques étaient déjà présents depuis la création de la Fête en 1930, la volonté est de rendre davantage visible la solidarité entre partis et journaux « frères ». *L'Unita* (Italie), *Daily Worker* (Angleterre), *Freies Volk* (Allemagne occidentale), *le Drapeau rouge* (Belgique), *De Waarheid* (Pays-Bas), *Volksstimme* (Autriche) et *la Pravda* (URSS) sont parties prenantes de la première Cité internationale. Entre les paysans de la Brie, les pêcheurs de Boulogne, les métallos de Colombes, les maîtres d'école du terroir, les professeurs de la Sorbonne, les employés des PTT, on y débat de l'amitié entre les peuples et de la victoire contre la CED. Cette initiative, qui défendait une militarisation des six membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier face à la « *menace soviétique* » a été rejetée, le 30 août 1954, à l'Assemblée nationale.

La démilitarisation, les droits sociaux, le droit des femmes, la souveraineté des peuples, l'anti-impérialisme rythment les rencontres. La paix et la lutte anticoloniale sont au cœur de la Cité avec le Vietnam. Huit années de guerre entre le gouvernement français et le Viêt-minh ont débouché sur la paix, scellée à la conférence de Genève. Bientôt l'affirmation des mouvements d'indépendance au sein de l'Empire colonial français gagnera l'Algérie et la Fête en sera, là aussi, une caisse de résonance. ■

VADIM KAMENKA

Prochain épisode, mardi 10 juin :
la Fête de l'Humanité 1962

Les Marches des fiertés de Hongrie et Bulgarie sont interdites ; au Royaume-Uni, seules les « femmes biologiques » sont reconnues comme des femmes dans le droit ; aux États-Unis, les personnes trans sont violemment attaquées par un gouvernement dont la politique met également en danger 6,3 millions de personnes dans le monde du fait de l'arrêt de son soutien à l'accès aux traitements contre le VIH-sida (Onusida) ; en Afrique, 31 pays continuent de criminaliser l'homosexualité, et si certaines populations voient leurs droits progresser en 2024, comme au Botswana, d'autres, comme au Ghana, voient leur législation se durcir dans la continuité des lois discriminatoires de 2023 ; en Géorgie également, la loi a encore restreint les droits des personnes LGBTQIA+ et leur existence dans l'espace public ; en Russie, les groupes LGBTQIA+ sont désormais qualifiés de mouvements terroristes internationaux et les descentes dans les bars communautaires se sont multipliées ; en France, la dissolution de l'Assemblée nationale a empêché, au moins momentanément, le débat sur la loi transphobe dite « Eustache-Brignot-Retailleau », qui avait été votée par le Sénat. Nous avons également vu le gouvernement céder à l'extrême droite en invisibilisant transphobie, biphobie et homophobie du projet de programme pour l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (Evars).

Nous observons de façon claire s'organiser dans de nombreux pays à travers le monde la progression d'un mouvement idéologique réactionnaire désignant les personnes LGBTQIA+ comme ses boucs émissaires. Si, en 2024, les droits des personnes trans ont pu progresser en Allemagne, en Autriche ou en Espagne par exemple, ces victoires sont particulièrement peu mises en avant dans l'espace politico-média-tique, ce qui entretient le climat de peur et la résignation. Dans le même temps, les personnes trans sont également devenues un objet de cristallisation de l'agenda réactionnaire à l'échelle mondiale, dans un objectif manifeste de diviser, même s'il apparaît évident que tous les droits LGBTQIA+ sont en danger. Dans cette vague de déshumanisation des « minorités » et d'affaiblissement de l'État de droit, les personnes LGBTQIA+ sont ainsi la cible, avec les personnes migrantes, de toutes les attaques réactionnaires. Des attaques provenant d'une idéologie pour laquelle la cause de tous les problèmes résiderait dans la présence d'une drag queen dans une école, quand le monde gagnerait à agir contre les discriminations, les guerres, les génocides, l'urgence climatique, la pauvreté ou encore la faim.

L'internationale réactionnaire s'organise contre les personnes LGBTQIA+, mais

“ QUEERS DE TOUS LES PAYS UNISSEONS NOUS

PAR L'INTER-LGBT

porte un programme politique rétrograde et mortifère pour toutes. En agitant la peur de l'autre et en œuvrant à la division de la société, le camp réactionnaire ne provoquera que guerre, destruction des systèmes de solidarités, destruction de la démocratie et destruction de tous les droits conquis par les luttes des minorités. Son objectif est clair : les personnes LGBTQIA+, migrantes, handicapées, les travailleuses-eurs du sexe, les femmes et toutes les minorités doivent être silencierées et leurs droits supprimés. Nous refusons de les laisser dérouler ce programme qui ne peut conduire qu'à ce que l'humanité a produit de pire. Nous devons y opposer une résistance collective et internationale. Rassemblons-nous dans notre diversité et rejetons la haine et la division.

Cette Marche des fiertés est un appel à l'ensemble des marches et des militant-e-s LGBTQIA+ du monde : nous ne nous tairons pas ! Nous avons toujours existé et ne cesserons jamais d'exister. Nous ne nous laisserons pas invisibiliser au nom de politiques « conservatrices », « sécuritaires », dont le seul horizon est la suppression de toutes les diversités et



des libertés individuelles et collectives. Les droits LGBTQIA+ sont avant tout des droits humains. Nous avons le devoir de garantir à toutes de vivre telles qu'elles sont et comme elles le souhaitent. Accorder des droits aux personnes LGBTQIA+, c'est avant tout faire progresser les droits de toutes. Les exemples ne manquent pas : les couples profitant du Pacs sont très majoritairement hétérosexuels ; l'ouverture de la procréation médicalement assistée (PMA) a permis en premier lieu à des couples hétérosexuels en situation d'infertilité ou à des femmes seules d'accéder à la parentalité. De la même façon, éduquer les enfants aux LGBTQIaphobies est le premier outil de lutte contre le harcèlement scolaire, à l'origine de trop nombreux suicides et traumatismes ; la société a également tout à perdre à ignorer des enjeux de santé publique et d'addiction sous prétexte qu'elles seraient « communautaires ». À l'inverse, il est tout aussi clair que le recul des droits LGBTQIA+ constitue un recul pour toutes, renforçant une construction cis-hétéro-normée, sexiste et patriarcale du monde.

L'heure de la contre-offensive a sonné. Résistons avec toutes les forces qui ont permis les révoltes de Compton puis de Stonewall. Après le mariage pour toutes et la loi bioéthique, protégeons nos droits, faisons-les appliquer et continuons d'en

arracher de nouveaux, pays par pays. Mais n'oublions jamais d'où nous venons et à quinze devons nos droits. N'abandonnons aucun-e d'entre nous en nous cachant derrière un pseudo-privilège que nous penserions pouvoir protéger. Soyons solidaires, toujours aux côtés de nos adèles sexisé-es, racisé-es, trans, handi, précaires et multidiscriminé-es. Seule l'organisation collective de nos combats permettra de (re)conquérir des droits, comme en Pologne où la dernière zone anti-LGBT a été fermée après de longues luttes citoyennes derrière l'initiative Atlas nie-nawisci. Nous pouvons obtenir des victoires si nous nous unissons derrière des mots d'ordre communs, des luttes communes. Nous devons lutter contre l'internationale réactionnaire qui sonne à nos portes et arracher de nouveaux droits. Queers de tous les pays, unissons-nous, sous nos drapeaux, nos couleurs et nos fiertés ! ■